

Supplément 4 pages

L'INTERNATIONALE

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 264 JEUDI 13 AVRIL 1978 3 F

hebdomadaire

Editorial

La marge étroite

A l'issue de la première réunion du gouvernement Barre, le porte-parole de l'Elysée nous a informé de la déclaration du président de la République : « Le gouvernement a le devoir de ne pas décevoir les grandes espérances des Français » a-t-il dit. C'est ridicule! Il ne s'agit pas pour ce gouvernement reconduit de satisfaire ou de ne pas satisfaire les espérances des Français, mais de faire une politique dans le cadre du régime et compte-tenu de la crise, qui laisse en place l'économie et qui garantisse les avantages des classes dirigeantes dont il est issu. Et la marge est étroite, disons qu'elle est la même que celle que possédait le gouvernement Barre qui l'avait précédé, avec peut-être en plus les séquelles inévitables que laissent derrière elle toute campagne électorale. Et monsieur Barre va devoir une nouvelle fois naviguer à vue. Oui, c'est ridicule mais également démagogique car contrairement à ce qu'on prétend partout, ce qui est démagogique ce n'est pas de changer l'économie lorsque les éléments sur lesquels elle est construite s'effondrent, mais c'est justement de conserver cette économie tout en prétendant changer la situation des hommes qui la subissent!

Naturellement le gouvernement Barre va se heurter aux partis qui vont l'assaillir pour justifier leurs promesses électorales. Il ne cédera que des miettes car, compte-tenu de la crise économique qui sévit partout dans le monde, il ne peut pas faire une autre politique sans mettre en danger les intérêts de la classe dirigeante. Et ses partenaires le savent bien. Chirac demandera une relance, le patronat la liberté des prix, les syndicats l'augmentation des salaires, les partis de gauche la décentralisation. Le programme de Blois promet tout cela au conditionnel, mais le programme de Blois refuse également tout cela ou plutôt le conditionne par la situation économique du pays.

La politique du gouvernement Barre va être une politique d'austérité, dont le principal soucis va consister à faire tourner les entreprises. La marge sera étroite. Pour conserver la fiction de l'équilibre budgétaire, le pays s'est endetté et au-dessus d'un certain niveau le Fond Monétaire International impose un droit de regard sur les pays qui le sollicite. Chirac a bien compris ça, Giscard aussi! L'un propose la liberté des prix qui est la liberté du renard dans le poulailler et une relance de l'économie par l'injection de crédit d'Etat, l'autre essaie de négocier à Copenhague une coopération monétaire. Mais aucune de ces mesures techniques ne solutionnera le vrai problème qui est l'industrialisation des pays sous-développés et la guerre économique que cette industrialisation a déclenché à l'échelle mondiale. La politique économique de Chirac va se heurter à la politique de prestige international du président de la République, et malgré ses rodomontades Chirac cédera car dans ces atelages à deux, c'est forcément ceux qui sont aux extrêmes qui cèdent car ils n'ont pas d'autre politique alors que leurs partenaires du centre, droit ou gauche, ont comme recours une alliance entre eux ou alors l'alliance casse et la majorité change!

Les syndicats, eux, semblent avoir compris la situation et s'apprête à pratiquer une politique de revendication au niveau de l'entreprise. Ils n'en ont pas d'autre, leur engagement, pour certains d'entre eux, dans la campagne électorale les a rendus tributaires de la défaite de la gauche. Il va leur falloir se refaire une santé et la grande offensive contre le patronat et contre le capitalisme dont ils nous rebattent les oreilles depuis des années n'est pas pour demain.

Le gouvernement Barre est étroitement ensermé dans la situation économique mondiale, il va assurer les affaires courantes. La gauche pense ses plaies, mais au pouvoir elle aurait de toute façon fait la politique de monsieur Barre avec un coup de pouce par ci par là. Les syndicats peuvent arracher, en profitant des circonstances, certains avantages qui entretiennent la fiction de leur efficacité. Tout cela n'est que brouille. La crise enserme toute la vie économique et sociale. Le système ne peut se stabiliser qu'à partir d'un blocage des revenus. Il faut en être conscient et proposer autre chose aux hommes de bonne volonté. Et cet autre chose ne peut être qu'une redistribution des richesses produites à travers une économie égalitaire qui transformera complètement la manière de vivre de la population.

FOP. 2520

Gouvernement Barre Ter and C°



COUCOU, LES REVOILA !

Après la nomination du gouvernement

A contre - courant

L'ouverture, beaucoup en parle mais peu la pratique, à commencer par le gouvernement. Toutefois l'idée suit son chemin tranquillement, allant dans le sens d'un plus grand équilibre entre les clans qui régissent le pays. Ouverture à droite, ouverture au centre, bref ouverture vers les groupes de pression qui prônent le conservatisme social, conservatisme qui contente il faut le dire une part importante de la population française rivée à la sécurité, à ses privilèges pour une minorité, à ses bricoles pour la majorité.

Ce qui reste remarquable, c'est la stabilité du corps électoral lors des multiples consultations qui se sont succédées depuis le début de la V^e République. Et, au regard de ce phénomène incontestable, la gauche est passé complètement à côté de la plaque avec son programme commun qui n'a pas duré plus d'une heure après la con-

naissance des premiers résultats du second tour. Comme quoi il est bon de se méfier de tous ces politologues et autres spécialistes politiques, des mass-média, qui se fourvoient dans leur analyse. De même qu'on peut aujourd'hui douter des arguments démagogiques de la gauche se voyant alors et déjà allant et venant

dans les allées du pouvoir.

On peut se demander - et cette remarque nous est trop souvent reprochée pour que nous ne renvoyons pas ici l'ascenseur - si l'infantilisme politique ne se trouve pas de côté des politiciens qui nous entretiennent et s'entretiennent eux-mêmes d'espoirs illusoire. Nombre d'électeurs au soir du 19 mars se sont sentis floués, bafoués et prient conscience - fût-ce un instant - qu'ils étaient magnifiquement cocufiés et que leur participation aux urnes n'avait servi à rien sinon à être les pions d'une immense mascarade. Jamais nos

(suite page 8)

Liste des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : NICE
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN
 DORDOGNE : PERIGUEUX
 DOUBS : BESANCON
 EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUVERON
 GIRONDE : BORDEAUX
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 ISERE : BOURGOIN - GRENOBLE
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL - AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LO
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : LILLE - ROUBAIX - TOUR-
 COING
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE
 BIARRITZ
 RHONE : LYON
 HTE-SAVOIE : ANNECY
 SEINE-MARITIME : ROUEN - LE HAVRE
 GROUPE ESTUDIANTIN DE ROUEN
 SOMME : AMIENS
 TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON :
 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
 VAR : REGION TOULONNAISE
 YONNE : FEDERATION DEPARTE-
 MENTALE
 HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON INTER-ENTREPRISES DES
 ORGANISMES SOCIAUX
 LIAISON DES POSTIERS
 (édité Gestion Directe)
 LIAISON DES CHEMINOTS
 (édité Voie Libre)
 LIAISON DU LIVRE
 CERCLE INTER-ENTREPRISES DE
 CALBERSON (Paris 18^e)
 CERCLE INTER-BANQUES

REGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les
 arrondissements suivants: 2^e, 5^e, 10^e,
 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - GROUPE ESTUDIANTIN DE
 FRESNES-ANTONY
 - MASSY-PALAISEAU
 - MASSY
 - ORSAY-BURES
 - SAVIGNY SUR ORGE
 - CORBEIL ESSONNES
 - BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-
 MARNE

BANLIEUE EST

- GAGNY
 - NEUILLY SUR MARNE
 - CHELLES
 - MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES
 - ISSY LES MOULINEAUX - MEUDON
 BOULOGNE BILLANCOURT

BANLIEUE NORD

- AULNAY SEVRAN
 - VILLENEUVE LA GARENNE
 - LEVALLOIS
 - ASNIERES
 - COURBEVOIE COLOMBES

LIAISONS

De l'Aisne, Sisteron, de l'Aube, La
 Ferté-Macé - Fiers, La Rochelle, Vier-
 zon, Bégard, Lannion, Châteaurox,
 Concarneau, Amboise, Chinon, Mont-
 pellier, Lons-le-Saunier, St-Sever, St-
 Etienne, Le Puy, Nantes, Vendôme,
 Montoire, Blois, Coutances, Laval,
 St-Lô, Vannes, Clermont-Ferrand,
 Strasbourg; Nord Seine-et-Marne,
 Albert, Brest, Centre-Bretagne, Poi-
 tiers.

Permanences des groupes

Groupe de Marseille: le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de «Culture et liberté»,
 72, Bd. Eugène Pierre, 13005 Marseille.

Groupe de Lyon: le samedi de 15 h à 17 h, Palais du Travail (salle 25) à
 Villeurbanne.

Région toulonnaise: le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean
 Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe du Havre: Au Cercle d'Etudes Sociales 16, rue Jules Teller au Havre,
 le lundi de 14 h à 19 h, le mercredi de 18 h à 21 h, et le samedi de 18 h à
 21 h.

Groupe Jacob: le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51,
 rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Emma Goldman: le jeudi de 17 h à 20 h et le samedi de 16 h à 18 h,
 au 51, rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Louise Michel: tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10, rue Robert
 Planquette à Paris 18^e.

Groupe d'Amiens: les seconds et quatrièmes samedi de chaque mois, salle
 Dewailly à Amiens.

Groupe Courbevoie-Colombes: les seconds et quatrième samedis de chaque
 mois, de 14 h à 17 h, à la MJC de Courbevoie, 184, Bd. ST-Denis à Courbevoie.

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ECRIVANT
 AUX RELATIONS INTERIEURES
 PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289 15 Paris

TARIF		Sous pli ferme		Etranger	
France					
3 mois	35 F	55 F	40 F		
6 mois	65 F	110 F	80 F		
12 mois	125 F	210 F	150 F		

Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada

Abonnez vous

BULETIN D'ABONNEMENT
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement

Reglement (à joindre au bulletin)

Cheque postal Cheque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 1 F en timbre poste.

Le groupe libertaire
 de Fumel
 organise

SAMEDI 15 AVRIL
 de 15 h à Minuit

Salle des fêtes de la mairie
 à Fumel

une conférence-débat
 avec Maurice Laisant
 sur le thème

LE FÉDÉRALISME
 LIBERTAIRE

VIENT DE PARAÎTRE

LES SYNDICATS
 OUVRIERS
 ET LA
 RÉVOLUTION
 SOCIALE

de Pierre Besnard
 (vol. 350p. 39 F)

Prix de souscription : 33 F
 (franco de port)

Commandes à adresser à
 Cercle d'études sociales
 libertaires

BP 121

25014 Besançon Cedex
 CCP 2025 65 T Dijon

Les camarades
 de Bar-sur-Aube

Bar-sur-Seine
 et Romilly

intéressés par la formation
 d'un groupe F.A.

sur le département

peuvent prendre contact
 avec les R.I.

3, rue Ternaux - Paris 11^e

Les camarades intéressés
 par la création d'une liaison

sur Châlons

peuvent écrire aux R.I.

Quelques exemplaires
 de la brochure
 sur le fichage scolaire
 (GAMIN - AUDASS...) et le
 fichage professionnel
 sont encore disponibles
 au prix de 2 F

Pour les recevoir
 Groupe Emma Goldman
 51, rue de Lappe
 75011 Paris

REVUE ANARCHISTE
 Numéros 2/3
 éditée par le groupe
 Emma Goldman
 est encore disponible

Vous pouvez la commander
 en écrivant à
 Ramón PINO
 20, rue Orfila
 75020 Paris

UN SERVICE REGULIER ET PRATIQUE L'ABONNEMENT

Directeur de la publication
 Maurice LAISANT
 Commission paritaire n° 55635
 Roto-group 78
 93 - Saint-Denis

Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Diffusion SAEM Transport Presse
 Routage 205 - Publi Routage

MUNDIAL NON

1936 Berlin
 1978 Buenos Aires



FEDERATION ANARCHISTE

3 rue Ternaux 75011 Paris

Affiche publiée par le groupe de Bordeaux, mise en vente au prix de 0,30 F
 l'unité. A commander 33, rue du Muguet - 33 000 Bordeaux.

Radios libres

Nous recherchons toute documentation sur les expériences
 dans le domaine des radios libres, toute information sur le
 mouvement qui existe ou qui se dessine en Italie, en France,
 en Espagne, au Portugal ou quelque autre pays.

Ecrire à G. Blain, B.P. 3028 - 83 059 TOLON CEDEX

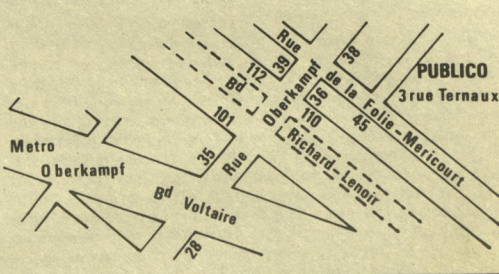
GROUPE ANARCHISTE TOULONNAIS

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LE BORNEC	11	JORDY	98
RÉGION TOULON	100	GROUPE RENNES	100
MILLOT	100	LEFEVRE	100
CORIGO	90	GALICHET	100
LANTUEJOUL	10	ANDRES	100
BEAUGE	200	MILLOT	100
DESMOULINS	17	PUBLICO	325
PAUL CHENARD	100	GROUPE YVELINES	300
TIMM	24	GROUPE ORSAY	100
BELLANCE	100	CARROUE	200
ANGOT-AUZANNEAU	40	TOTAL	2315

La librairie Publico est ouverte du mardi au vendredi de
 14 heures à 19 heures et le samedi de 10 heures à 19 heures.

POUR NOUS TROUVER PLUS FACILEMENT



Espagne 1936

La mémoire collective, une arme de lutte

Franco est mort et en Espagne - en dépit des augures des fossoyeurs de tous bords - la C.N.T. renaît avec chaque jour plus de vigueur. De nouveau au grand jour, elle revendique son idéal d'une société autogestionnaire basée sur les principes de la Première Internationale et enrichi des expériences concrètes de la Révolution Espagnole de 1936.

Rappelons-nous ces paroles de Camillo Berneri : « C'est en Espagne que l'anarchisme aura pour la première fois la mesure de ses capacités constructives. C'est la Fédération Ibérique des communes libertaires qui sera la pierre de base de la renaissance européenne. C'est pour cela que les fascismes coalisés cherchent à éteindre dans le sang cet incendie » (Guerra di clase).

Mais depuis lors, nombreux ont été ceux intéressés à maintenir le silence sur cette époque. Rares sont les voix indépendantes comme celles du linguiste américain Noam Chomsky qui déclare : « Durant les mois qui suivirent l'insurrection de Franco (juillet 36), une révolution sociale d'une envergure sans précédent se déroula en Espagne. Obéissant à un mouvement apparemment spontané, indépendant de toute « avant-garde révolutionnaire » des masses de travailleurs, dans les villes et les campagnes, s'appliquèrent à opérer une transformation radicale des conditions sociales et économiques ; l'entreprise se révéla une réussite remarquable, jusqu'au moment où elle fut anéantie par les armes » (L'Amérique et ses nouveaux mandarins).

Ne nous étonnons pas de ce silence de tous les tuteurs de l'humanité, incapables de concevoir et de comprendre la capacité créatrice du peuple ; il remonte loin : « La coalition du parti communiste espagnol avec les républicains de gauche et les socialistes de droite, tend à dissimuler le fait qu'une révolution sociale s'est accomplie avec succès sur la moitié du territoire espagnol. La réussite de cette révolution sociale apparaît

Ce texte est cité et confirmé par Burnett Bolloten, lui-même correspondant de United Press à Valence (cf. La revolución española - las izquierdas y la lucha por el poder)...

A l'occasion du 40^e anniversaire de la révolution, nous autres ici en France, nous avons voulu faire connaître ce que fut l'œuvre constructive de la Révolution espagnole. Dire qu'en dépit des assauts fascistes et des attaques de la contre-révo-



manifestation dans la collectivisation des usines et des terres, qui sont exploitées sous le contrôle des syndicats, avec beaucoup d'efficacité. Durant les 3 mois où j'ai été directeur des services de propagande à l'intention des Etats-Unis et de l'Angleterre - Alvarez del Vayo étant alors ministre des Affaires Etrangères du gouvernement de Valence - j'avais ordre de ne pas dire un seul mot de cette révolution dans le système économique de l'Espagne loyaliste. Aucun correspondant étranger à Valence n'a l'autorisation de parler librement de la révolution qui a eu lieu » (Liston Oaks dans Socialist Review).

lution, les libertaires espagnols ouvraient les portes d'un monde radicalement nouveau.

D'ailleurs les circonstances nous imposaient cet effort. Aujourd'hui le mot « autogestion » est à la bouche de tous les opportunistes politiques. On lui donne tous les sens depuis la « nationalisation » jusqu'au « contrôle ouvrier », quand on ne dit pas que c'est « une formule creuse » (G. Seguy, mai 1968).

Toutes ces manœuvres visent à dénaturer un idéal et à le châtrer de tout contenu révolutionnaire. Or la Révolution Espagnole, avec ses exemples concrets, nous permet de restituer à l'autogestion son véritable contenu, révolutionnaire, communiste et libertaire.

D'autre part nous rencontrons de nombreux militants sincères, de divers horizons politiques, qui s'intéressent à la pratique de l'autogestion cherchant leurs références en Yougoslavie ou en Algérie plus souvent qu'en Espagne de 1936. Il nous faut donc mettre à la disposition de tous les informateurs les plus précises sur la Révolution Espagnole. Celle-ci n'est pas forcément un modèle, mais elle est d'abord un fait historique qu'il faut connaître et discuter.

Pour notre part, elle nous a montré qu'une révolution n'est possible que quand les travailleurs prennent eux-mêmes leur sort en main. Que les rêves d'une autre société n'attendent que la ferme volonté de les réaliser. Que toutes les « révolutions » n'ont été jusqu'ici qu'un changement de pouvoir et de forme d'exploitation (jusqu'au travail esclave du goulag en U.R.S.S.). Et qu'il n'y a qu'en Espagne que l'on a réalisé une révolution autogestionnaire, quand les travailleurs, sans abandonner leurs responsabilités aux mains de prétendus spécialistes, entreprirent au niveau de la production une réorganisation ayant : « la liberté comme base, l'égalité comme moyen, la fraternité comme but » (Ricardo Mella).

Bernard LANZA

Marseille

Encore et toujours des mesures racistes

Le gouvernement français, par l'intermédiaire de son sinistre ministre de l'intérieur, a décidé qu'il ne voulait plus que Messaoud Tanghart, ressortissant algérien, séjourne sur le territoire ; et il exprime clairement qu'il emploiera n'importe quel moyen, comme d'habitude, pour que celui-ci soit expulsé dans les plus brefs délais.

Le cas de Messaoud n'est malheureusement pas unique, il est celui de milliers de ses compagnons frappés par les scandaleuses mesures racistes et xénophobes devenues très inquiétantes, prises par le gouvernement, et que ne désavouerait pas un Le Pen.

1975 : Messaoud gare sa voiture en stationnement considéré interdit, une altercation éclate alors avec les flics, les paroles font très vite place aux actes, et Messaoud est copieusement tabassé. Mais ce n'est pas tout, il écope, en prime, de 4 mois de prison ferme pour violence à agent. Sorti de prison, il comparait devant la commission d'expulsion et bénéficie du sursis. Entre temps, il dépose une plainte, et je vous laisse deviner la manière dont elle aboutira...

Plus tard, en septembre 77, il est inculpé de proxénétisme,

sur accusation d'une femme que l'on dit un peu « retardée mentalement ». Après 3 mois de tôle, le ministre de l'intérieur révoque son sursis d'expulsion et la préfecture du Vaucluse demande un laissez-passer au consul d'Algérie pour que Messaoud regagne son pays. Le consul refuse et s'étonne de cette demande puisque Messaoud n'a pas été jugé. Qu'à cela ne tienne, il le sera le 2 mars 78. Faute de preuves sur l'inculpation de proxénétisme il prendra un an de prison ferme pour voie de fait avec préméditation. Messaoud fait appel. Cependant, comme en décembre 77, le consul de Marseille reçoit une demande de laissez-passer pour que Messaoud soit expulsé.

Il est clair que Messaoud est devenu indésirable, il faut qu'il parte et le ministère de l'intérieur est prêt à tout pour mener à bien son dessein même si légalement les services de police ne peuvent le soustraire à la justice qui, elle, suit son cours. Mais parler de légalité nous a toujours fait beaucoup sourire, et cela d'autant plus quand il s'agit des travailleurs immigrés.

Denis LAROUSSINIE
(groupe de Marseille)

Avec notre volonté, et avec nos propres moyens, nous avons depuis deux ans rassemblé les témoignages et les documents. A partir de ce matériel, essentiellement original et inédit, nous avons réalisé une exposition et un audiovisuel intitulé « Espagne 36 » se proposant de montrer ce qu'a été, pour nous, la plus grande tentative de révolution autogestionnaire de l'Histoire.

Cette exposition, composée de 25 panneaux, présentant plus de 250 documents, a déjà fait une longue tournée en France, accueillie par des groupes, centres culturels ou Maisons de Jeunes. Cette année elle se déplacera d'Avignon à Toulouse, puis Poitiers, Alfortville, Paris, Saint-Ouen-l'Aumône, Augagne et Lyon.

Notre audiovisuel, rassemblant 500 diapositives et durant 1 h 20, a lui aussi été largement diffusé dans une première ébauche, aujourd'hui beaucoup améliorée. Accueilli en particulier par des groupes et donnant l'occasion à des débats sur des points aussi divers que l'histoire de 1936, le thème de l'autogestion, de l'anarcho-syndicalisme ou encore la situation présente de l'Espagne. Mais notre tâche ne s'arrête pas maintenant, le mur du silence n'est

guère entamé, et la confusion s'accroît sur le terme d'autogestion quand même les stalinien, par opportunistisme électoral, viennent à s'en réclamer.

Le but de cet article est donc de faire savoir aux camarades de la Fédération Anarchiste et de la Fédération Anarchiste et de l'ensemble du mouvement libertaire que nous mettons ce matériel de propagande à leur disposition. De nombreux groupes, à La Rochelle, Tours, Le Havre, Bondy, Annecy, Fresnes, Corbeil, Amiens, ont déjà pu apprécier l'intérêt de notre travail ; et d'autres camarades en ont pris connaissance à la fête de Villiers-le-Bel en 1976 et au Palace à Paris en 1977.

Ils peuvent encore nous aider à diffuser les grands thèmes de l'anarchisme, et montrer à tous que « l'utopie » a des expériences concrètes à proposer... et comme nos camarades espagnols faire mentir Santiago Carillo :

« — Le mouvement anarchiste ne peut-il pas renaitre ?
Santiago Carillo : Non, c'est fini, comme partout, c'est là un processus irréversible ».

C.N.T. - E.J.C.

Pour tous contacts relatifs à l'exposition et à l'audiovisuel : CNT-E.J.C. 33 rue des Vignoles Paris 20^e. Permanence le mercredi soir. Tel. 370 46 86.

GASTON LEVAL EST MORT

Au moment de boucler notre journal, nous apprenons avec une grande tristesse la mort de Gaston Leval, l'une des figures les plus marquantes du mouvement anarchiste international.

Dans le prochain numéro de notre journal, nous parlerons plus longuement de ce camarade qui vient de nous quitter.

La Rédaction

en bref...en bref...

Le samedi 22 avril, de 15 h à 24 h, salle Quintin-Loucheur (derrière l'hôpital Picon) à Bordeaux, 9 heures contre la militarisation. Films, diapos, théâtre, chansons, débats. Pour tous renseignements, s'adresser au 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Le groupe antimilitariste d'Abbeville organise un meeting, salle des Carmes le mercredi 19 avril à 14 h 30 et le samedi 22 avril à 14 h 30 à Abbeville.

Théo Grimault, inoumis à son affectation et condamné à 4 mois de prison ferme, ainsi que François Bonnet, déserteur, condamné à une peine de 6 mois de prison ferme, passeront en appel jeudi 20 avril à 14 h au Palais de Justice de Poitiers.

Jean-François Mialhe, inoumis à son affectation, passe en 1^{re} instance au Palais de Justice de Poitiers le jeudi 27 avril à 14 h.

Samedi 15 et dimanche 16 avril, se tiendra à Lussas (Ardèche) un festival audio visuel et cinématographique. Nombreux films au programme avec présence de quelques réalisateurs.

Sud-Champagne Informations

VENDREDI 24 MARS
LYCÉE OLYVALENT
DE TROYES
L'APPRENTISSAGE
DE LA DÉLATION

- 13 h : réunion générale des professeurs dans leur salle ; motif : quelques jours auparavant le proviseur du lycée Chrestien de Troyes avait demandé aux élèves de seconde de nommer par écrit les professeurs qui leur déplaissent afin qu'ils ne les retrouvent pas à la prochaine rentrée (sous promesse d'obtenir des salles, de nombreuses sorties et la bienveillance de l'administration. Le tout sans avertir les professeurs).
- 14 h : grève générale. Une délégation de professeurs est envoyée chez le proviseur pour lui faire part de leur désaccord total et vérifier la source officielle de cette décision (Bulletin Officiel de 1976 ; pourquoi décider soudainement son application?).
- 14 h 30 : meeting des élèves dans la cour décidant à la majorité de soutenir les professeurs.
- 15 h : reprise des cours pour une discussion entre élèves et professeurs.
- 15 h 45 : signature d'une motion par les professeurs manifestant le refus de l'application de cette décision. Le proviseur cède... pour cette année.

Marées noires

Aujourd'hui la Bretagne...

... demain la Charente-Maritime!

Sur un grand nombre de côtes françaises, les conséquences du naufrage de l'Amoco-Cadiz sont suivies avec un intérêt d'autant plus grand que chacun ne peut s'empêcher de penser : « et si pareille catastrophe nous arrivait ? »

En Charente-Maritime, de La Rochelle à Royan en passant par Port des Barques, La Tremblade et le bassin ostréicole de Marennes Oléron, cette angoisse de la marée noire porte un nom : le Verdon.

LES MOYENS DE LUTTE CONTRE LA CATASTROPHE : L'HABITUEL ARSENAL DES MESURES INOPÉRANTES

L'assurance des technocrates quand on osait évoquer l'éventualité du naufrage d'un pétrolier suffisait il y a encore quelques temps à rassurer les populations : c'était avant l'Amoco-Cadiz. Tout d'abord, nous disaient-ils, si le chenal n'est pas large il est profond. Quant aux bancs de sable, le fait que chaque navire soit pris en charge

LE CHOIX DU VERDON COMME PORT PÉTROLIER : DU DÉLIRE !

Quand en 1973 fut prise la décision de faire de Bordeaux Le Verdon la quatrième complexe portuaire française après Dunkerque, Le Havre-Antifer et Fos-Marseille, la stupeur fut générale. Ici chaque marin sait bien que l'entrée de la Gironde pour des navires à haut tirant d'eau ressemble à s'y méprendre à un numéro de funambule. L'accès au Verdon



par un pilote éliminait tout risque d'échouage. De plus, pour déséchouer les navires il existe 4 remorqueurs de 750 chevaux et 2 allèges de 5000 tonnes. Enfin, si « l'impossible » se réalisait trois grandes défenses mobiles gonflables du type « Yokohama » et 750 tonnes de produits dispersants pourraient entrer « immédiatement » en action. Comme on le voit, il s'agit là des mêmes moyens de lutte que ceux qui sont actuellement employés en Bretagne avec le succès que l'on sait. Comme dit l'autre, en France quand on n'a pas de pétrole on a des idées mais dès l'instant que la marée noire nous apporte ce précieux produit, les idées manquent.

De toute manière nous disent maintenant les fonctionnaires du port autonome de Bordeaux, aux abois depuis l'affaire bretonne, les courants sont tels qu'une nappe de mazout partant du Verdon n'irait pas toute entière polluer la côte de beauté et le bassin de Marennes Oléron.

UNE RÉGION EN SURSIS

Le naufrage d'un pétrolier au Verdon serait sans nul doute une véritable catastrophe pour tout le littoral charentais. L'extrémité de l'estuaire de la Gironde mettant face à face le Verdon et Royan, il est aisé de comprendre que la côte de beauté risque de n'être plus très belle après le naufrage d'un tanker. La nappe de mazout qui serait ensuite repoussée en mer par les flots de la Gironde serait alors inmanquablement aspirée en grande partie par le perthuis de Montmusson et c'est l'ensemble du bassin ostréicole de Marennes Oléron qui serait touché. C'en serait alors fini de la pêche, de l'ostréiculture, de la mytiliculture et du tourisme. Du jour au lendemain des dizaines de milliers d'hommes et de femmes se retrouveraient purement et simplement sur la paille.

régionaux, qu'ils soient économiques ou écologiques, pèsent de peu de poids. Dans cette perspective, la réalité du littoral charentais ne représente rien. En effet, que « valent » 100 000 habitants dont la plupart en sont encore à l'époque de la cueillette par rapport à la nécessité vitale qu'éprouve le système économique à consommer chaque jour davantage d'énergie? Poser la question c'est y répondre.

La construction de la centrale nucléaire de Braud-St-Louis aurait pourtant du éveiller les soupçons des gens paisibles que sont les Charentais. L'électricité produite à partir de la pollution chimique, thermique et radioactive de leurs côtes, servira à la région bordelaise et à... l'Espagne. Pour le Verdon, le problème est du même ordre. Entre La Rochelle et Biarritz les deux seuls sites permettant l'accès des supers tankers sont La Pallice et le Verdon. Comme le système n'aura jamais assez de sites pour satisfaire son appétit énergivore, il

prend des risques... avec la vie des autres!

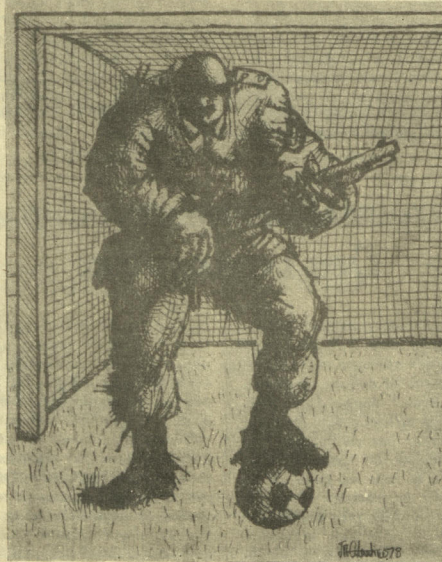
L'avenir du littoral charentais, imposé par des intérêts et des préoccupations qui lui sont totalement étrangers, se révèle sombre. L'ombre noire du mazout est au bout. Le bout est même d'ailleurs sûrement plus proche qu'on ne le croit. A la mi-mars un pétrolier de 110 000 tonnes, dressé sur les rochers de Vallière, en face Royan, n'a du qu'à la promptitude de 8 remorqueurs de n'avoir pas précipité ce destin. Les écologistes et le mouvement de défense du bassin de Marennes Oléron qui regroupe plusieurs centaines d'ostréiculteurs, ont engagé une course de vitesse pour empêcher que l'irréversible ne se produise. Ils savent que le temps leur est compté pour retourner la situation. En effet, quand la catastrophe sera là, les sinistres uniformes des CRS formeront sur l'horizon charentais un paysage d'un autre bleu que celui des vareuses ostréicoles!

Jean-Marc RAYNAUD

ARGENTINE : LE LIVRE NOIR

L'Association Solidarité France-Argentine a édité une brochure rassemblant les informations concernant la situation actuelle du peuple argentin. Cette association, créée en 1976 à Grenoble donne à ce fascicule 40 pages évoquant :

- La violation des droits de l'homme en Argentine (torture, assassinats, déportation, atteinte aux divers droits des citoyens ou des groupes).
- La répression contre le monde ouvrier.



Dessin tiré de L'Épique(COBA), soutenu par 20 journaux dont le Monde Libertaire

- La situation de l'Eglise en Argentine (une partie est liée au pouvoir de Videla et à la répression, une autre, dite « progressiste » subit tortures et emprisonnements).
- La répression contre les intellectuels.
- La répression économique (expliquant la chute du pouvoir d'achat, les licenciements de masse).
- La résistance aujourd'hui (grèves de Renault, des cheminots, du métro, du secteur privé, les pétitions des « folles de la plaza de Mayo »).
- Un article appelant au boycott de la coupe du monde de Football qui cautionne la dictature comme les J.O. de Berlin en 1936 ont cautionné le nazisme.

Cette brochure de 40 pages fait le point d'une façon nette sur le lourd bilan de répression et d'atrocités que subit le peuple argentin. Elle montre également la résistance telle qu'elle peut être organisée dans une situation de dictature : la grève étant un moyen efficace pour mettre en danger la « stabilité » de la dictature.

PHILIPPE
(groupe de Grenoble)

Les vertus de la loi

L'avortement à Troyes

LORS DU délai d'application de la loi Veil, le médecin-chef du service gynécologie du centre hospitalier de Troyes prenait position contre l'avortement et refusait de le pratiquer dans son service, contraignant ses collaborateurs à faire de même.

Mais une fois la loi entrée en vigueur, il semble changer d'avis : un accord fut signé avec le DASS (Direction de l'Action Sanitaire et Sociale) et le Planning Familial comme quoi les avortements devaient

elle apprend qu'elle est effectivement enceinte. Le délai de 10 semaines est passé, la femme ne possède aucun recours. On ne peut mettre en doute le jugement d'un médecin.

— Pendant cette même visite, une feuille de remboursement doit être remise à la patiente. Mais certains médecins l'oublent lorsqu'il s'agit d'IVG.

— Lorsque la femme est incertaine ou la dissuade.

— L'adresse du Planning Familial est rarement communiquée à la patiente.



A Troyes, la pègre catholique sevit toujours...

avoir lieu au C.H. et non dans un autre établissement. Ainsi il aurait sous contrôle les médecins de son service et ceux des cliniques privées. En effet, d'après le contrat, ces derniers doivent opérer à l'hôpital sans que cela prenne plus d'un quart de leurs activités professionnelles habituelles. Se justifiant par son opinion et abusant de son statut de médecin-chef, il entrave les actions de ses confrères par divers stratagèmes :

— Un tableau d'affichage est mis à la disposition des médecins afin qu'ils y inscrivent leur programme. Voyant alors les projets d'IVG (interruption volontaire de grossesse), leurs supérieurs les surchargent de travaux « indispensables ».

— Le personnel est en indisponibilité volontaire.

— Les anesthésistes refusent de participer à cette opération.

Les femmes qui souhaitent avorter ne sont guère aidées. Une femme, même mariée, à plus forte raison lorsqu'elle est mineure, doit avoir l'autorisation de son mari pour avorter. Elle n'est donc pas dégagée de l'autorité maritale et ne peut décider de la vie de son corps.

— Suivant la loi une femme désirant avorter doit effectuer une première visite afin qu'on lui certifie qu'elle est enceinte. Mais lors de ce rendez-vous, on lui annonce que sa grossesse est improbable et quelques médicaments sont alors prescrits. Revenant peu de temps après,

Au mois d'octobre 1975, le médecin-chef du service de gynécologie de Troyes a atteint son but : aucune IVG pratiquée. Officiellement, de nos jours, la situation n'a pas changé. Il reste aux femmes de la région la clandestinité, les cliniques privées à 3000 F l'IVG ou l'Angleterre.

La situation qui découle de cette loi n'est donc pas meilleure ou peu. De plus elle n'est votée que pour 5 ans, ce minuscule « progrès » est donc temporaire et par conséquent fragile. Les députés la revoteront-ils? Son application est difficile vu les démarches à entreprendre et le manque de collaboration de certains médecins ainsi que les restrictions nombreuses (délai, démarches administratives, visites). Les médecins continueront-ils à prôner son application? Car ils abusent bien souvent de leur image de marque, de confident.

Cette loi est donc remarquablement aléatoire et insuffisante car c'est l'Etat, par le biais de son gouvernement et de l'Assemblée, qui décide pour les individus. Et comment une poignée d'individus peut-elle décider de ce qui est bon pour les autres? Nous, anarchistes, nous pensons que le problème ne pourra pas se résoudre par des lois. Ce qu'il faut, c'est une totale liberté, et donc l'avortement libre, le libre choix des moyens de contraceptions.

Regardez-les, regardez-les bien!!!

Autour du perchoir de l'Assemblée nationale le personnel politique de la V^e République est entré en ébullition !

DANS nos derniers numéros nous avons longuement parlé des problèmes que soulevaient les prises de positions économiques et sociales des partis politiques qui se disputaient le pouvoir. Aujourd'hui une page est tournée et la formation du nouveau gouvernement nous a appris que rien ne serait changé. Nous l'avions prévu et il ne nous a pas fallu consulter Madame Soleil pour énoncer une telle évidence, le bon sens suffisait. Le milieu a choisi les hommes qui assureront la continuité du système, et ce sont ces hommes que je veux examiner avec vous.

Oui, je sais! C'est de la petite histoire, mais on commence à comprendre aujourd'hui que la petite histoire nous fait mieux apprécier la nature du terrain sur lequel poussent les hommes qui nous gouvernent!

La victoire des uns, la défaite des autres ont exaspéré les rivalités et les passions qui ont éclaté tout au long de cette campagne électorale. Le scrutin à peine clos, les hommes et les partis ont commencé à se déchirer pour le partage du pouvoir ou pour se rejeter la responsabilité de la défaite, cela du sommet à la base et à tous les échelons des quatre grands partis qui forment le corps politique du pays.

La plus spectaculaire de ces batailles et la plus représentative des mœurs dévoyées de la classe parlementaire a été la bataille pour le perchoir à l'Assemblée Nationale. Deux personnages nés dans le giron s'opposaient, deux personnages se réclamant du RPR, deux personnages issus du radicalisme qui depuis 100 ans a été le pourrissoir de toute la vie politique française. Edgar Faure est une vieille fripouille, je vous l'ai déjà dit, mais vous le savez. Il a participé aux gouvernements de gauche de la IV^e République, aux gouvernements de droite de la V^e. Il a torpillé le gouvernement Mendès France qu'il remplacera d'ailleurs. Dans l'année pré-électorale il a essayé d'être président du parti radical, puis il s'est apparenté au RPR avant d'y adhérer et après avoir sollicité son entrée à l'UDF. Après avoir essayé d'obtenir l'investiture électorale à Paris, il est retourné dans le Doubs où ses électeurs, qui n'ont pas de rancune mais qui sont des « cons », dirait Coluche, l'ont réélu au premier tour! Pour le perchoir, il vient de se casser la gueule et à la télé sa mine faisait plaisir à voir! Pourtant le coup était bien monté! Chirac, l'élève de Pompidou, gaulliste qui n'a rien d'historique et que De Gaulle renia, voulait la peau de Chaban-Delmas, gaulliste historique lui! Vous suivez? Qui mieux qu'Edgar pouvait permettre à l'apprenti dictateur de se débarrasser d'un rival dangereux, je vous le demande? Chaban, gaulliste historique, lui, va gagner avec l'appui et la bénédiction de tout ce que la bourgeoisie française compte d'antigaulliste. Marrant, pas? Giscard, cet honnête homme, a reculé la nomination du premier ministre pour que les futurs ministres gaullistes votent contre la candidat de leur parti. Alors ça devient vraiment comique. Ils supplieront Chaban, qui est leur ami, de se retirer pour voter pour Edgar qu'ils détestent. Et lorsque Chaban sera élu, ils donneront le signal des applau-

dissements. Trois images que nous a livrées la télévision! Avant le scrutin un Chaban seul qui se ronge les ongles. Après le scrutin un Edgar seul dont le nez rejoint le menton, et le lendemain un Labbé, plus figure de faux-jeu que nature, qui nous explique que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. De quoi vomir!



C'est vrai, ces hommes sont seuls, seuls avec leur ambition démesurée, seuls avec leur conscience qui s'accommode fort bien de toutes les saloperies qu'ils sont obligé d'accomplir durant leur carrière politique pour rester sur le devant de la scène, seuls lorsque leurs « compagnons » jugent que leurs intérêts particuliers consistent à les sacrifier, et en dehors des joies que leur procurent leurs canailleries bien ajustées et qui ont réussi à les pousser vers le pouvoir, leur solitude, celle de Chaban avant le scrutin, celle d'Edgar après, est le commencement du châtiment que leur réserve l'histoire.

Chaban, Chirac, Labbé, Edgar Faure? Aujourd'hui dans ce texte j'ai pris quelques uns des

parlementaires parmi d'autres, ceux que nous livrait l'actualité. REGARDEZ-LES, REGARDEZ-LES BIEN! Ils sont les fruits d'un milieu. Dans un milieu différent, ils auraient pu avoir une carrière honorable. Le milieu parlementaire est impitoyable. Même si ceux que je viens de vous décrire sont des chancres particulièrement avancés, tous ont la vérole attrapée dans le lupanard où ils se répandent. En dehors de tout ce que nous avons pu dire et écrire sur l'inefficacité et la nocivité de la démocratie parlementaire, c'est le milieu parlementaire, les fausses amitiés, le copinage, les commissions qui infectent le sys-

tème et avilissent les hommes qui s'y intègrent.

Oui regardez les! Regardez-les bien! Ce sont eux qui vont gouverner le pays pendant cinq ans! Ce sont les électeurs qui les ont choisis. La bataille du perchoir, un simple incident disait Labbé la franchise. Bien sûr, des incidents il y en aura d'autres, provoqués par d'autres hommes aussi tarés que ceux que je viens de mettre en lumière. Le bon peuple grinçera des dents. Pourquoi? Après tout, c'est lui qui a choisi! Oui, regardez-les, regardez-les bien! Ils sont les élus du peuple et si le peuple ne les renvoie pas au charbon, il en crévera!

Maurice JOYEUX

HEIDE KEMPE BÖTTCHER

18h30 place Jean Jaurès. Deux mille manifestantes et manifestants se rassemblent afin de protester contre le silence fait autour de cette jeune allemande qui, après avoir fait un « passage » dans le commissariat du 19^{ème} se retrouve à l'hôpital Claude Bernard, brûlée au 3^{ème} degré sur la poitrine et au niveau des cuisses...

Le cortège bien encadré par les CRS et autres brigades spéciales s'engage avenue Jean-Jaurès. On remarque le lot habituel d'autonomes-provos punkisants qui en passant se

font traiter de « phallos » par le collectif femmes organisateur de cette manifestation. Scénario habituel pour la fin : les flics chargent et coupent la manif' en deux et on se rue vers le métro en évitant les matraques.

Regrettons les mots d'ordre particulièrement sexistes des femmes qui ont « tout juste » accepté les hommes dans leur cortège. Est-il sûr que les problèmes des femmes ne se résoudre pas qu'entre femmes?...

Claude Maimin

espagne

Le 14 mars dernier, Agustin Rueda Sierra était assassiné à la prison de Carabanchel, à Madrid, au cours d'un interrogatoire. Rueda était un militant anarchiste, et sa mort, qui pourrait être interprétée comme une bavure de la part des autorités pénitenciaires espagnoles, traduit très bien en fait la déclaration de Martin Villa, ministre de l'Intérieur (31/1/78) : « Il faut en finir avec la montée de l'anarchisme en Espagne, aucune amnistie ne sera accordée dorénavant ».

Depuis l'affaire de la Scala (voir ML précédents), une répression massive s'abat sur les milieux libertaires et plus particulièrement sur la C.N.T. Les raffles à l'encontre des anarchistes se sont succédées à Valence, Barcelone, Madrid et Séville. L'affaire a été démesurément grossie par les médias espagnols qui ont présenté les détenus comme de dangereux individus appartenant à un réseau terroriste international et pour la crédibilité de l'affaire, 4 anarchistes français avaient été arrêtés.

En attaquant le milieu libertaire, c'est la CNT qui est visée en tant que force politique avec laquelle il faut compter puisque c'est aujourd'hui la seule réalité révolutionnaire en Espagne. Le moyen le plus sûr pour l'affaiblir est de jeter le discrédit sur la fraction non négligeable de ses adhérents qui se recrutent dans le milieu libertaire.

Ainsi certains des camarades détenus se voient reprocher leur appartenance au mouvement libertaire ou leurs liens d'amitié avec d'autres camarades plus directement impliqués. Le gouvernement espagnol est d'ailleurs contraint de faire machine arrière et de relâcher progressivement ceux dont l'absence d'implication est trop flagrante (ils sont actuellement 4 à avoir été libérés, 2 Français, Isabelle Loeb et Oscar Magro et 2 Espagnols, Jose Palau et Manuel Garcia). Les 2 autres Français encore détenus, Victor Simal et Bernard Pensiot, ont été arrêtés dans les mêmes circonstances que Manuel et José. De nombreux camarades espagnols sont toujours en prison. L'important réside dans le fait que la tentative policière de vouloir présenter la CNT comme soutenue par un « puissant bras armé » a échoué. Aujourd'hui, la machination policière s'effondre complètement : 6 de ces « dangereux terroristes » sont déjà relâchés... Les mass-médias oseront-elles publier les photos des flics tortionnaires comme elles avaient présenté les photos des « 14 terroristes » ?

Dans le même temps, 4 fascistes italiens de « Organisation Nationale » étaient arrêtés par la police barcelonaise. Ils étaient porteurs d'armes et on a découvert chez eux un important arsenal. Le 9 mars, « la police espagnole chassait le fascisme du sol national », selon l'expression du *Mundo diario*, en... conduisant et en expulsant tout simplement les 4 fascistes. Comme quoi il est beaucoup plus dangereux pour un anarchiste français de se promener sur les « ramblas » de Barcelone avec un camarade de la CNT!

Informations internationales

Les mots ne suffisent pas pour décrire les conditions dans lesquelles les prisonniers sont détenus. Bon nombre sont regroupés au sein de la COPEL (coordination des prisonniers en lutte) pour lutter contre les perpétuels « tabassages », la cruauté des matons et la distinction entre les politiques et les autres communs.

grèce

Dans le cadre de l'identification du terrorisme capitaliste dans toute l'Europe ayant pour centre la RFA, l'Etat grec entreprend la perfection de son système répressif législatif par

nes ont été arrêtées et condamnées à des emprisonnements fermes de 11 à 32 mois.

D'autre part, l'Etat a réprimé sauvagement les paysans d'Agrinion, faisant des dizaines de blessés et condamnant certains d'entre eux à plusieurs années de prison. Parallèlement, l'Etat poursuit les ou-

takis, accusés tous deux d'être moralement responsables d'une série d'événements...

Le 28 mars dernier, les anarchistes Philippos Kirissis, Sophia Kiritsi et Nikos Papadopoulos ont été arrêtés chez eux, sous le prétexte de posséder de l'essence, des bouteilles vides et des publications anarchistes. On leur reproche d'être dangereux pour l'ordre social établi. Le 29 mars, lors d'une manifestation étudiante, cinq autres anarchistes ont été arrêtés. On apprend, de plus, que le 3 avril, on a condamné le militant anarchiste Michel Syrpos à 11 mois de prison pour avoir protesté contre la projection d'un film hitlérien à Athènes.

Dans cette ambiance d'hystérie terroriste étatique, les anarchistes de Grèce ressentent beaucoup plus qu'autrefois la nécessité d'une solidarité de leurs camarades.

belgique

Durant le mois de mars, plusieurs grèves de longue durée ont eu lieu en Belgique. Les revendications ouvrières portaient essentiellement sur trois points : maintien du droit à la pré-retraite à 55 ans pour les hommes et 50 ans pour les femmes, augmentation des salaires d'environ 3%, et surtout réduction de 2 heures de la durée hebdomadaire de travail.

A la date du 22 mars, la grève durait depuis près de 4 semaines à la Fabrique Nationale (FN) d'Herstal. La FN fabrique des munitions et des armes de sport, de chasse et de guerre, du matériel hydrolique, des turbo-réacteurs, etc, et elle emploie environ 9800 personnes, dont 7750 ouvriers (un tiers de femmes). Le patronat est opposé à la semaine de 38 heures : cependant ses dernières propositions accordaient des augmentations de salaires et les 38 heures en décembre 78. Les organisations syndicales FGTB et CSC devaient prendre position, tandis que les employés de la FN (1500 environ) menaçaient à leur tour de faire grève si les 38 heures ne leur étaient pas accordées.

Aux usines Ford, de Genk, la grève des 10 000 ouvriers durait depuis 3 semaines, marquée par l'intervention des gendarmes pour disperser les piquets de grève. La direction a fait des propositions qui passent sous silence la revendication essentielle des 38 heures. Les syndicats ont rejeté ces propositions qui doivent être maintenant acceptées ou rejetées par le vote de tous les ouvriers. Le rejet exige une majorité des deux tiers.

A Oevel, 1100 ouvriers de Fabrimetal, après 3 semaines de grève, ont eu à se prononcer sur les propositions patronales qui ne comporteront aucune réduction d'horaire pour 78 et 79. 54% des ouvriers ont rejeté ces propositions, mais les deux tiers n'étant pas atteints les syndicats ont fait reprendre le travail. Beaucoup d'ouvriers poursuivirent cependant la grève, mais finalement tout « rentra dans l'ordre », sans que la revendication essentielle des ouvriers ait été satisfaite.

Un journal disparaît

états-unis

La revue libertaire suisse de langue allemande *Akrotie* nous apprend, par un article d'Augustin Souchy, que le plus vieux journal anarchiste du monde vient, en décembre 77, de suspendre sa publication. Il s'agit de *La libre parole des*

cée à Saint-Louis (USA), en 1888, l'idée de la grève générale du premier mai. En 1892, à Pittsburg, le directeur général des aciéries Carnegie avait fait tirer sur un cortège de grévistes et tué onze ouvriers. Crime impuni, dont quelques années plus tard, l'anarchiste Alexandre Berkman avait tenté de tirer vengeance au prix de 20 années de prison. C'est

rielle à toutes les victimes du fascisme, du nazisme et du franquisme.

La disparition du journal est liée à une évolution fatale des milieux juifs américains. Le yiddish était né de la « diaspora » et ce dialecte judéo-allemand était apparu vers le onzième siècle dans les ghettos de l'Europe centrale et orientale. Le yiddish transplanté



travailleurs, journal édité à New-York et dont la première page portait le titre en trois langues : allemand, *Freie Arbeiter Stimme* ; anglais, *Free Voice of Labor* et en hébreu. Il avait été fondé en 1890 par des immigrants juifs d'Europe orientale et était rédigé en yiddish. C'était l'époque où, dans les métropoles américaines, régnait la plus féroce surexploitation des ouvriers soutenue par la répression policière et patronale. Le 11 novembre 1887 avait eu lieu l'exécution des anarchistes de Chicago, en souvenir desquels fut lan-

dans un tel climat de luttes et de violences que le journal yiddish vit le jour et défendit les idées anarchistes, les premiers rédacteurs (parmi eux David Edelstadt) s'inspirant de Bakounine et de Kropotkine et non de Marx et d'Engels. Le journal encouragea la création de syndicats et de sociétés d'études sociales, soutint les mouvements d'émancipation des femmes et lutta pour sauvegarder le patrimoine culturel yiddish. Il fut durant 80 ans le point de ralliement de tous les immigrants juifs et manifesta sa solidarité morale et maté-

En Amérique devait peu à peu, chez les nouvelles générations, céder la place à la langue du milieu environnant : l'anglais. Actuellement, le yiddish n'était plus qu'une survivance historique. Afin de sauver de l'oubli les articles les plus intéressants, le dernier rédacteur, Ahron Fhorne, se propose de les éditer en traduction anglaise.

Le plus vieux journal anarchiste du monde, disions-nous, quel est le journal « engagé », le journal « d'opinion » qui peut se vanter d'une parution ininterrompue durant 87 ans ?

Le 17 mars dernier, le comité antirépression de Perpignan a organisé une conférence de presse avec le soutien de la Ligue des Droits de l'Homme et d'Amnesty International en relatant les faits sur les emprisonnements arbitraires des libertaires à Barcelone et à Madrid.

Seule la solidarité internationale pourra faire libérer nos camarades espagnols et français.

LIBERTÉ
POUR TOUS LES
EMPRISONNÉS !

l'adoption de nouvelles lois antiterroristes avec la tolérance et la participation de la gauche.

Dans le même temps, l'appareil étatique réprime violemment les paysans qui revendiquent, les ouvriers en grève, les étudiants qui occupent les facultés et arrête des militants isolés.

Il y a peu de temps, les gardes mobiles ont attaqué les étudiants de Patras qui contestaient la structure capitaliste, l'Etat primitif de l'éducation et la structure de la société en général. Huit person-

niers les plus actifs en leur refusant arbitrairement le droit de grève.

Toutes ces manœuvres répressives étatiques sont couronnées par le projet de loi antiterroriste qui est en train d'être adoptée par le parlement et qui prévoit la condamnation à mort pour toute personne soupçonnée d'être « terroriste ». Dans le cadre de cette répression, d'autres personnes ont été arrêtées il y a deux semaines. Il s'agit de l'éditeur anarchiste Christos Constantinides et du responsable d'une revue artistique Leonidas Chris-

Au « Tout à la Joie » C'est pas la joie !

POUR faire suite à l'article paru dans *Le Monde Libéraire* du 26 janvier, je suis allé rendre visite à Jean-Paul Sèvres, porte-parole du collectif de ce café-théâtre, pour faire le point.

Question - Que devient le Tout à la Joie?

Jean-Paul Sèvres - Le 17 mars le commissariat nous a confirmé notre expulsion, nous sommes dans l'attente de la signature du préfet. Il faut donc se préparer à la saisie du matériel de scène et à une expulsion manu militari.

— Avez-vous trouvé un autre local?

— Pas encore.

— Vos projets?

— Nous avons une pièce que Gébé nous a écrite. Malheureusement il est presque impossible qu'une troupe de 7 comédiens inconnus trouve une salle de théâtre pour monter une création même si l'auteur est connu. Il faut pratiquement son propre café-théâtre.

— Pourquoi?

— Cela tient au système même dans lequel nous vivons. En effet si nous voulons conserver notre expression totalement libre et non châtée il n'y a que deux solutions : le one-man show où les frais sont réduits au mini-

mum, ou alors le théâtre de mi-sère sans moyens techniques, même médiocres. Une autre solution : se constituer en troupe subventionnée, ce qui est exclu d'office pour les raisons citées avant. De plus dans le système, si pas d'argent pas de moyen d'information. Au contraire de certains café-théâtres dont la gestion est plus proche du show-business ou de la restauration que de l'artisanat, qui peuvent, eux, se payer une pub écrasant les petits entre-filets des sans-argent.

— Mais pourquoi est-il si difficile de trouver un théâtre accueillant une création?

— Toujours le même problème de société, donc de fric. Par exemple la SFA (syndicat CGT des comédiens) a passé des accords avec tous les directeurs de théâtre pour assurer des cachets minima et une protection sociale. Jusque là, bravo. Mais nous on s'en bat l'œil car on fonctionne en collectif. Or un directeur de théâtre est tenu d'appliquer ces accords. Donc pour une création avec une troupe de 7 comédiens cela lui

coûte exactement 22 800 F de cachets au minimum syndical. Troupe connue ou non. Donc il ne prend pas de risques : il recherche le remboursement des frais à coup sûr : tête d'affiche, texte genre « Au théâtre ce soir », etc. Il en découle la médiocrité et le manque total d'imagination des pièces actuelles.

On est arrivé à ce paradoxe : certains comédiens se sont enfermés eux-mêmes (en voulant se protéger, ce qui est très bien au départ, je le répète) dans un système les privant de la créativité. Ils n'ont pas réservé une porte de sortie pour ceux qui essaient de créer. Certains disent d'ailleurs qu'ils sont avant tout des exécutants, pas des créateurs. Alors...

— Mais qu'allez-vous faire maintenant?

— Eh bien continuer dans l'il-légalité la plus totale. Le théâtre est toujours ouvert.

— J'ai su que tu es allé à Perpignan pour le gala de soutien aux copains emprisonnés. Comment ça s'est passé?

— D'abord, ils ne sont plus que deux : Bernard Pensiôt et Victor Simal. Les deux autres ont été libérés. Puis la déception de voir que seulement trois artistes de Paris se sont déplacés : Carlos Andreu, Serge Utge-Royo et moi. Sur ceux contactés, les uns étaient « empêchés », les autres ont promis et ont « oublié ». A part ce point (important à mes yeux), le gala lui-même s'est très bien passé. Vraiment un très grand succès. Le bénéfice servira à payer les avocats.

— Je sais que tu as vu la femme de Victor, qui a le droit de visite à la prison. Comment vont-ils? et leur famille?

— D'abord pour les femmes et les enfants c'est très dur. Il n'y a pas un franc d'avance pour les nourrir. A part le gala de soutien de Perpignan et un autre organisé à Bordeaux, avec Philippe Val (à ma connaissance ce sont les deux seuls), et mis à part quelques sommes envoyées à titre individuel, il faut bien dire que la solidarité libertaire n'est pas pour le moment encore très efficace.

Pour les deux prisonniers, d'après Assoun, la femme de Victor, le moral est très très bas. Victor et Bernard resteront sans aucun doute marqués à vie, moralement et physiquement. Ils ont des problèmes de fric pour leur défense, ils savent leurs mêmes en situation plus que précaire et ils n'ont pas perçu encore un bon soutien moral. Mis à part des copains imprimeurs de Rouen et quelques autres comme Bernard Lavilliers à l'Olympia qui, sur scène, a expliqué l'affaire au public chaque jour.

Si les copains qui lisent l'interview peuvent faire quelque chose, je te donne l'adresse : Assoun Simal (surtout pas au nom de Victor), les Hostalets Montoriol, 66 300 Thuir.

* Le tout à la joie, 35 rue de l'Ouest, Paris 14^e. Deux spectacles :

— N'oubliez pas que tu m'aimes, avec Alain Lafont et J.-J. Péroni.

— Je vote pour moi, de et par J.-P. Sèvres.

TÉLÉVISION

La censure se porte bien

Pour faire face à la vérité j'ai poussé jusqu'à la télé. Où l'on m'a dit, vous demandez qui? La vérité? C'est pas ici... Léo Ferré - Les temps difficiles.

Il faudrait être évidemment bougrement naïfs, prêts à avaler n'importe quelle couleuvre pour nier l'existence de toute censure à la télévision. Pour notre part, nous avons eu d'ailleurs l'amère certitude lors de la diffusion du film sur Sacco et Vanzetti (dossiers de l'écran) où la direction d'Antenne 2 s'est obstinée à refuser la présence des représentants de la Fédération Anarchiste, venus défendre nos compagnons. Mais que des anarchistes puissent s'exprimer clairement devant des millions de téléspectateurs constituent à n'en pas douter un réel danger.

Il n'est donc plus à prouver que la censure à la télévision est monnaie courante. Par contre, pour qu'elle suscite le tollé général, il faut que l'affaire soit reconnue comme importante. Celle du dimanche 2 avril au soir l'était, reconnaissons-le. Il s'agissait du premier film d'une série intitulée : « Chili impressions » de José-Maria Berzosa. Une série qui se proposait de faire le portrait de la dictature chilienne. En raison d'un jugement de référé, rendu l'après-midi par le tribunal de Paris, Antenne 2 devait retirer ce film de son programme. L'instance avait été engagée au nom de l'ambassade du Chili. On reprochait aux deux journalistes venus filmer sur place de n'avoir pas soumis leur reportage à la censure préalable du gouvernement de Santiago. En un mot, Pinochet voulait corriger le travail de Berzosa, car dans ces films le peuple chilien parle, et il parle de ses souffrances, des tortures, des morts, des disparus, des prisons et de son mal de la dictature. Cela, Pinochet ne peut le concevoir!

Le tribunal de Paris s'est donc plié à la volonté du « dictateur » et c'est par conséquent le gouvernement français qui, au travers de cette décision, s'est fait le complice de la junte chilienne. Quant à la direction d'Antenne 2, elle trouve bien entendu tout cela très normal...

A l'heure où paraîtront ces lignes, une nouvelle audience de référé aura lieu, au cours de laquelle, tenez-vous bien, les journalistes qui ont réalisé ce film devront expliquer pourquoi ils ne l'ont pas présenté à l'ambassade. Alors liberté d'expression mon cul!

Comme dirait l'autre, il se passe vraiment des choses très inquiétantes dans ce pays. Extradition de Klaus Croissant pour le livrer à ses bourreaux, vente d'armes à des pays étrangers, citons au hasard l'Argentine, et maintenant solidarité totale avec Pinochet. Pas mal la société libérale avancée!

Denis LAROUSHINE

Avec son p'tit vélo

TOUT porte à croire que Dieu existe. Frossard l'a rencontré, Garaudy l'a entrevu; même Clavel (c'est dire!) a été touché par Sa Grâce, nom de Dieu!

TÊTE À DROITE

Devant les preuves fournies par ces Maîtres, et si j'étais à la place d'une dénommée France Léa, j'aurais peur. Je me convertirais illico car je perdrais à coup sûr mon paradis, mon auréole et mes futures ailes. Pauvre petite fille! Ne voit-elle pas qu'elle risque l'enfer! Pire l'excommunication de Mgr. Lefebvre. Jugez plutôt ses propos :

— Le blasphème : elle insinue que « Dieu ne vaut pas un coup de cidre, il est radin car il n'a pas voulu renvoyer son fils racheter les dernières guerres car elles ont peut-être coûtées trop cher ».

— Le vice : pendant un bon quart d'heure elle parle de son « clito », pas aussi voyant dans un pantalon qu'un sexe masculin.

— L'insoumission à l'homme, chef de la famille chrétienne : « D'après la définition du Petit Larousse : la femme est la compagne de l'homme. Un homme? Où ça? Où est-il? Quel homme? Pas d'homme?! Donc les femmes n'existent pas ».

— Les mots sales : « On dit con comme une bite. Et si c'était l'inverse? »

— Dérision des images pieuses : entre les pages d'un missel, à côté de la photo authentique de Dieu, celle de Johnny, celle de la piscine de sa correspondante américaine et celle, dédicacée, de la statue de la liberté.

Honnêtement, je pense que son âme est définitivement perdue tellement elle est noire et sale, sans espoir de rédemption.

TÊTE À GAUCHE

Bien sûr les mécréants de gauche ricanent et sont contents. Mais peuvent-ils faire confiance à une écervelée sans dialectique précise, sans analyse scientifique des situations? A leur place je me méfierais. Quand on mesure 1 m 60, qu'on pèse 40 kg on a une petite tête. Donc à l'intérieur une cervelle de moineau. Cela est sûr, c'est logique. J'ai été horrifié de voir tant de confusion mentale chez un être humain. Ce presque vermisseau a définitivement classé le monde en deux. D'un côté les méchants, les pauvres : ceux qui mangent des carambars, se retirent la pâte collante d'entre les dents avec leurs doigts sales d'ouvriers (et ont mal aux dents, c'est bien fait!). De l'autre les bons, les puissants : ceux qui mâchent du chewing-gum. D'ailleurs elle donne en démonstration l'exemple de Carter lui-même qui mâchonne la gomme avec distinction et désinvolture. Ça fait classe. Par contre on ne l'a jamais vu fourrer ses doigts dans la bouche pour décoller un bout de carambar. C'est tout dire!

Différencier et résumer les classes sociales et les luttes du prolétariat entre carambar et gomme à mâcher prouve une nullité politique crasse. Si j'étais membre d'une organisation de gauche, je m'opposerais absolument à ce que France Léa ait une carte de mon parti.

BONNE TÊTE ET P'TIT VÉLO

Pour ma part, je trouve que ce poids plume avec son p'tit vélo dévaste et écrabouille mieux qu'un bulldozer. Tranquillement, ingénument, gentiment, avec une petite voix timide, elle a en elle une force de destruction ahurissante. Tout y passe : la religion, la famille, l'enfance, le nouveau théâtre, l'éducation, sa propre présence sur la scène, les cons (hommes ou femmes), la vie de tous les jours. Enfin tout ce qui nous inquiète ou nous obsède. En sautillant du rire aux pleurs. C'est cela France Léa. Un moineau-clown ambigu, dévastateur et tendre, mal embouché et poète. Qui mange plein de carambars, jamais de chewing-gum.

J.-J. JULIEN

* Le p'tit vélo, de et par France Léa, à la Cour des Miracles, avenue du Maine du 3 avril au 15 mai à 21 h 30. Villes de province prévues : Marseille, Calais, Lille, Montluçon, Nantes, Bordeaux.

Cinéma militant à Paris

Une semaine du cinéma militant est organisée par le collectif qui anime le ciné-club « Vivre dans le 12^e », du lundi 17 au dimanche 23 avril, à la librairie 1984, 22 boulevard de Reuilly 75012 Paris.

-Lundi 17 (21h) : Avoir 20 ans dans les Aurès (R. Vautier)

-Mercredi 19 (21h) : Mourir pour des images (Vautier - Le Garrec), et Poissons sur commande.

-Jeudi 20 (21h) : Quand les femmes ont pris la colère (S. Chapdelaine)

-Vendredi 21 (21h) : Apartheid sport (M. Kopiloff, C. Gauthier)

-Samedi 22 (21h) : Les ajoncs (Vautier, et Les trois cousins.

-Dimanche 23 (17h) : Débats sur le cinéma avec projections des films que vous apporterez.

Groupe Emma-Goldman.

U.S.A. - Angleterre

Contre les leaders syndicaux

LES deux récentes grèves qui se sont déroulées, l'une aux Etats-Unis avec les mineurs des Appalaches et l'autre en Angleterre avec les ouvriers de l'imprimerie et des messageries londonniennes, nous ont montré, une fois de plus, la situation ambiguë et complexe qui existe sur le front des luttes des travailleurs de certains pays. Ces deux grèves, au lieu de se dérouler selon le schéma traditionnel, patronat-travailleurs, se sont transformées en des luttes triangulaires plus complexes dont les trois composantes - avec chacune leurs propres intérêts - sont : patronat, syndicat et travailleurs!

ON N'EXTRAIT PAS LE CHARBON AVEC DES BAIONNETTES !

Il y a quelques semaines, les mineurs rejetaient la convention collective signée le 24 février dernier entre le patronat et leur syndicat, l'UMW* ou plus particulièrement par son président Miller. Cette convention contenant des points tout à fait inacceptables tels que « l'autorisation aux chefs d'entreprise de prendre des sanctions contre les organisateurs de grèves sauvages » ou « la réduction des avantages acquis concernant la prise en charge des frais médicaux » fut donc désavouée par la majorité des mineurs et poussa ceux-ci à reconduire leur grève, qui est considérée maintenant comme la plus longue grève des charbonnages américains!



Cette grève, commencée il y a de nombreuses semaines, fut émaillée de violents incidents devenus courants lors de chaque grève sauvage aux USA : blocage d'autoroutes, commando détruisant des camions, affrontement avec la Garde Nationale (qui se solda par un mort et de nombreux blessés). Avec le refus d'accepter la signature de la convention, la grève prit une autre tournure puisqu'elle a du faire face à l'application de la loi Taft-Hartley* décidée par Carter. Mais la ferme résolution des mineurs n'a guère semblée affectée par la menace brandie par le gouvernement américain et par la

nouvelle trahison de la direction de l'UMW* : ce n'est pas la première fois, en effet, qu'ils passent outre, justifiant ainsi le fameux slogan : « On n'extrait pas le charbon avec des baionnettes! »

LES OUVRIERS LES MIEUX PAYÉS DU PAYS

Fin mars, deux conflits virent le jour à Londres : le premier concerne les ouvriers des messageries demandant le paiement d'heures supplémentaires, le second celui des ouvriers de l'imprimerie luttant pour une augmentation immédiate de leur salaire. L'action conjointe de ces deux grèves a ainsi bloqué la parution d'un certain nombre de journaux londonniens et la distribution d'autres.

Comme dans le cas précé-

J'Y RESTE !

Aussi bien dans le cas de la grève des mineurs que dans celles des ouvriers londonniens, on retrouve le même problème : celui du désaccord total entre syndiqués de base et hiérarchie syndicale, à l'origine de ces grèves des accords patronat-direction syndicale, signés sur le dos des ouvriers.

Alors quand on entend un Miller qui, face aux demandes exigeant sa démission, déclare : « Il n'est pas facile d'arriver là où je suis (à la présidence de l'UMW), alors j'y reste »* ou bien qu'on constate l'hésitation de la hiérarchie syndicale londonnienne du livre à mettre en application les injonctions du patronat lui demandant de se débarrasser rapidement des « irresponsables » qui sont en son sein, on peut s'interroger sur ce qu'il reste du syndicalisme du début du siècle.

Le seul point positif de cette situation, c'est le fait que les ouvriers découvrent, à travers l'obligation de la grève sauvage, « l'illégalité » (au propre et au figuré) et par là-même différents types d'action directe qui, loin de freiner leurs ardeurs, les rendent plus solidaires et

développent ainsi en eux une vue plus juste de leurs conditions de travail.

Face à cela, on rencontre dans les journaux des commentaires des plus surprenants tel celui de Tatu dans *Le Monde* qui parle du « mélange d'irresponsabilité au sommet et d'anarchie à la base » du syndicat des mineurs américains : l'incompréhension journalistique (peut-être feinte!) dans toute sa splendeur.

SYNDICALISME ?

Mais toutes ces constatations ne peuvent que nous amener à poser la question : « Pourquoi le syndicalisme? ».

Après la nomination du gouvernement

A contre-courant

(suite de la page 1)

positions antiélectorales n'ont été si évidentes; tous les gens de bon sens l'admettent. Mais si et si et si « ma tante en avait... » nous rappelle un dicton populaire. Une constatation qui dure vingt ans!...

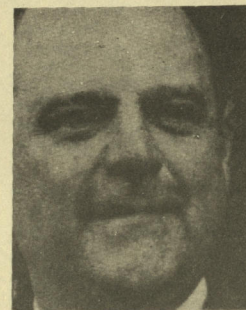
Le réalisme quoiqu'en disent ou en pensent nos politiciens est de notre côté. Nous n'avons jamais hésité et nous continuerons à l'affirmer que les solutions ne passent pas par les urnes, que la résorption de la crise économique et sociale que nous traversons ne se résolvra pas par une modification du personnel politique et des mesures que celui-ci pourrait entreprendre. L'Etat et le capitalisme facilitent et participent aux mesures inflationnistes, accroissent les privilèges et les inégalités, perpétuent la lutte de classes et les moyens de répression et de répression et de guerre civile.

Le gouvernement Barre «ter» pourra toujours élaborer un nouveau programme économique et prendre, en apparence, le contre-pied de nos affirmations. Il n'en sera rien car les réalités sont autres. Les mesures d'amélioration qu'il mettra en place ne modifieront pas fondamentalement la situation que nous connaissons. Ne seront accordées que celles qui permettront l'expansion logique et prévisible du système actuel. Depuis vingt ans il n'en fut pas autrement malgré les satisfecits que se confèrent régulièrement la majorité.

La résorption du chômage passe par une orientation différente des investissements productifs. Ils devraient être créateurs d'emploi et non pas de rationalisation tendancielle de la production, donc de compression de personnel. Mais cette idée est contraire à l'évolution du système capitaliste tant en France que dans les autres grandes nations industrielles confrontées au mêmes problèmes. La lutte contre les inégalités passe par la connaissance réelle des revenus et des richesses, et des causes qui les engendrent. Comment croire que le système et ses te-

nants voudront faire toute la clarté sur cette et remettent en cause leur statut et les privilèges qui en découlent? La lutte contre l'inflation passe par la lutte contre les inégalités, la spéculation entretenue, la simplification des structures de distribution, les ententes industrielles qui subsistent et, en dernier lieu, du laxisme des pouvoirs publics en matière de politique industrielle.

Il est bien entendu que si le gouvernement envisageait d'agir réellement et complètement en ce sens, il scierait du même coup la branche sur laquelle il est assis.



Pourtant le réalisme politique tel que nous l'entendons passe par ce chemin. Il n'y a pas d'autres solutions à la crise qu'une révolution des structures économiques qui nous enlèvent et qui font naître les injustices, les scandales et les aberrations que nous subissons.

Certes les réflexes conservateurs d'une majorité de la population ne vont pas vers cette perspective. Certes la gauche n'entend pas aller si loin dans la refonte des structures. Et pourtant c'est dans cette voie que le bon sens s'exprime et que tôt ou tard la prise de conscience des catégories laborieuses se fera. Nous n'avons pas peur d'apparaître, contre vents et marées, à contre-courant. Les voies de l'avenir sont toujours ainsi faites.

Roland BOSDEVEIX

On peut considérer qu'aujourd'hui aux USA et en Angleterre, le syndicalisme, au sens propre du terme, a disparu. Il n'existe plus que des organisations qui, en accord avec les directions patronales, visent à mettre en place des structures (dans certains cas elles existent déjà et elles fonctionnent très bien!) à l'aide de législations spéciales, dont le seul rôle est de régulariser les luttes ouvrières ou mieux, de les étouffer dans l'œuf; au fil des années, la hiérarchie syndicale et le patronat se sont fondus l'un dans l'autre, rendant ainsi la situation plus complexe pour les ouvriers.

Certes, la situation en France ne présente pas les mêmes aspects (quoiqu'il serait intéressant de voir cela de plus près) tant par les structures syndicales existantes que par les lois en vigueur régissant la législation du travail. Mais si on veut persister dans la voie du syndicalisme, il est indispensa-

ble de réfléchir aux moyens pouvant briser tout embryon de hiérarchie (sous quelques formes qu'elle se présente) et qui par là-même permettraient le contrôle de tous les syndiqués sur le fonctionnement de leur organisation.

A mon avis, seul l'anarchosyndicalisme avec des structures bien réfléchies présenterait quelques garanties pouvant nous mettre à l'abri d'éventualités guère encourageantes.

Francis LAVEIX

* United Mine Workers, syndicat des mineurs américains.

* Cette loi (1947) permet d'interrompre une grève pendant au moins 80 jours. On eut recours 34 fois à cette loi dont 2 fois contre les mineurs en grève, ces deux dernières fois sans succès.

* Celui-ci a annoncé - à contre-cœur - qu'il acceptait l'application de la loi Taft-Hartley.

* Président de l'association des directeurs.

* Miller remplace à la présidence Boyle. Ce dernier purge actuellement une peine de prison pour avoir commandité le meurtre de son plus proche concurrent à la présidence. Les leaders passent mais ne se ressemblent pas!

INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

3^e CONGRÈS

CARRARE 23 - 27 MARS 1978

L'ANARCHIE SANS FRONTIÈRES

LE 3^e congrès de L'Internationale des Fédérations Anarchistes s'est tenu du 23 au 27 mars à Carrare en Italie.

Comme en 1968, le théâtre Animosi a servi de cadre aux travaux des délégations des mouvements anarchistes du monde.

Les groupes anarchistes réunis de Carrare avaient pris soin de prévenir la population locale de l'arrivée dans la cité de ces délégations afin qu'elle leur réserve un accueil chaleureux. Cet appel, qui peut surprendre nos lecteurs français, s'explique parfaitement dans cette région de Carrare où l'influence anarchiste a toujours été prédominante. En faisant une brève histoire de leur région, nos camarades italiens nous rappelaient ainsi la longue tradition anarcho-syndicaliste qui a régné chez les travailleurs du marbre et qui a permis à ces travailleurs d'obtenir, par exemple, dès le début de ce siècle, la journée de travail de 6 heures, transport compris. Cet esprit d'extrême tolérance et de sympathie envers les anarchistes ne peut se comprendre sans savoir cela, et ne peut se concevoir dans un pays comme le nôtre où le terme « anarchie » effraie toujours les imbéciles.

Une centaine de délégués et d'observateurs s'étaient donc donné rendez-vous dans la cité du marbre. Italiens, Espagnols, Suédois, Allemands, Danois, Anglais, Suisses, Belges, Vénézuéliens, Mexicains, Bulgares en exil, Argentins, Australiens, Hollandais, Portugais et Français se sont retrouvés pour débattre et mettre sur pied des textes communs pouvant représenter la position commune des anarchistes organisés du monde entier sur les questions que soulève la vie en société.

L'ordre du jour important se promettait d'examiner principalement les points suivants:

- Les bases idéologiques de l'anarchisme.
- La dynamique technoscientifique de la production, sa répercussion sur le plan économique et social (rôle des multinationales, etc.).
- Les perspectives pour une révolution sociale d'inspiration anarchiste.
- Les positions des anarchistes face au terrorisme et aux diverses formes de violence.

(suite en page 4 du supplément)



Motion relative au mouvement ouvrier

Le syndicalisme actuel, dans le monde entier (à l'exception de l'anarcho-syndicalisme, par exemple la C.N.T. espagnole) est devenu une structure d'intégration au système capitaliste, privé ou d'Etat : courroie de transmission des partis politiques (France, Espagne, Italie), rouage étatique (pays de l'Est et Scandinavie), corporatif sans perspectives générales réformistes (U.S.A.), ou les trois à la fois comme en Allemagne.

Le but des anarchistes est la révolution sociale et le communisme anarchiste et les moyens utilisés pour y parvenir sont l'action directe, l'antiparlementarisme et le fédéralisme autogestionnaire.

Partant de ces données, la commission constate qu'il existe au sein de l'I.F.A. deux appréciations dans les priorités à donner à la lutte :

- La majorité des fédérations se prononce pour la continuité de la tradition anarcho-syndicaliste comme moyen de lutte à finalité révolutionnaire précisée dans la résolution adoptée lors du premier congrès de l'I.F.A. au point 2 de l'ordre du jour, Carrare 1968.
- Par contre, la Fédération Anarchiste Française, compte-tenu de l'état du syndicalisme ouvrier dans son pays, remet à plus tard la création de structures autogestionnaires et fédéralistes. Elle préconise la coexistence momentanée de pratiques anti-autoritaires diverses : hors des syndicats réformistes, celle des groupes anarchistes d'entreprise, et à l'intérieur des syndicats, celle des minorités syndicalistes révolutionnaires pratiquant l'action directe et critiquant la bureaucratie régnant en leur sein. Pour la Fédération Anarchiste Française, cette stratégie vise à la construction d'un mouvement autonome des travailleurs (confédération anarcho-syndicaliste, fédération de conseils ouvriers ou autre...) dès que les conditions nécessaires seront réunies.

Bases idéologiques de l'anarchisme

(extraits)

Le congrès international des fédérations anarchistes, en confirmant la position historique du mouvement anarchiste organisé prise en 1872 à la conférence de St-Imier et les décisions du Congrès de Carrare de 1968, prenant en considération les apports des fédérations et des groupes anarchistes adhérents à l'I.F.A., considère, après discussion, que les bases idéologiques, tactiques et organisationnelles établies par nos théoriciens (Bakounine, Kropotkine, Malatesta, Rocker et autres), et historiquement confirmées par l'expérience des luttes sociales et révolutionnaires des peuples et des travailleurs, particulièrement à travers la Commune de Paris, la révolution russe et la révolution espagnole, restent toujours valables et actuelles. Ce sont les principes suivants :

— négation de l'autorité et de tout pouvoir, négation de la hiérarchie, négation des lois juridiques, liberté, égalité, solidarité, justice sociale, contrat libre, libre initiative, athéisme, antimilitarisme, internationalisme, décentralisation, autonomie et fédéralisme, autogestion et communisme libertaire.

La négation de l'autorité et de tout pouvoir reste le principe essentiel et le signe distinctif de l'anarchisme et du mouvement anarchiste. Tous les autres principes libertaires découlent de cette négation de l'autorité et du pouvoir. Le pouvoir prend trois formes dans la société actuelle : le pouvoir économique, représenté par la propriété et par le Capital, le pouvoir politique, exprimé par l'Etat, les partis politiques et les groupes de pression, le pouvoir spirituel et moral exercé par les religions et les églises, ainsi que par tous les organes et instruments d'information, d'éducation, d'instruction, d'orientation et de domination spirituelle, culturelle et morale. Le pouvoir, tout pouvoir, se traduit par l'exploitation de l'homme par l'homme et par l'oppression de l'homme sur l'homme, oppression et domination matérielle, spirituelle, morale et même physique.

Congresso internazionale degli anarchici a Carrara

Alors que les principes de l'anarchisme restent inchangeables, qu'ils affirment son incompatibilité avec le marxisme, dogmatique ou non, qui ne remet en cause ni la chaîne logique d'une pensée qui, partant de la théorie, aboutit à la pratique ou à la reconnaissance du pouvoir d'Etat, ni toutes les théories autoritaires présentées sous une forme libérale. Ces principes de base de l'anarchisme réaffirmés, nous reconnaissons la possibilité d'effectuer une analyse anarchiste nouvelle suivant les conditions socio-économiques contemporaines. Cette analyse, conçue comme critique anarchiste et non comme une critique de l'anarchisme, différente de celle faite au XIX^e siècle, peut se situer dans un cadre évaluant le rôle actuel de l'Etat, de la composition et des rapports entre les classes, l'évolution de la science et sa vulgarisation, le rôle de cette dernière dans le renforcement de l'aliénation, l'utilisation des mass-média par l'Etat et les partis.

La réalisation, l'édification et le fonctionnement harmonieux de cette société ne saurait être l'œuvre que des hommes directement intéressés, c'est à dire des individus qui, par leur situation sociale ou pour des motifs de caractère idéologique, sont solidaires des classes travailleuses.

APERTO IERI A CARRARA Congresso mondiale degli anarchici

La spontanéité révolutionnaire est un phénomène naturel et nécessaire, mais l'une des conditions essentielles à la réalisation du but final est l'existence d'organisations révolutionnaires avant et pendant la révolution. Cette nécessité exige l'organisation des forces idéologiques, l'édification de groupes libertaires, fédérés territorialement, sur le plan national et international, ainsi que l'organisation des travailleurs par eux-mêmes, par entreprises, laboratoires, établissements, etc., par professions et branches de production, sur le plan national et international.

LA PAROLE À NOS COMPAGNONS

En marge du 3^e congrès de l'I.F.A.

ENTRETIEN AVEC UN CAMARADE DU COMITÉ NATIONAL DE LA C.N.T.

PROFITANT de la présence à Carrare d'un observateur de la C.N.T., membre du Comité National de la centrale anarcho-sindicaliste, nous avons recueilli pour les lecteurs du *Monde Libertaire* des nouvelles sur la situation politique espagnole en général et sur le développement de la C.N.T. en particulier.

La Rédaction

ML - Peux-tu nous faire un résumé de la situation politique actuelle en Espagne?

CNT - Au fil des jours, cette situation se précise. La droite, après le fiasco du Pacte de la Moncloa, a commencé à se rendre compte qu'elle jouait une carte un peu fautive et commence à occuper aujourd'hui sa véritable place. La droite a les idées plus claires que jamais et il semble qu'elle va se maintenir au pouvoir en Espagne pour quelques temps. Les deux partis majoritaires de la droite, l'UCD (Union du Centre Démocratique) et l'Alliance Populaire, mènent conjointement leur bataille politique sans problèmes.

Par contre la gauche parlementaire continue à se débattre dans ses problèmes de toujours. La gauche a peur, une peur qu'il n'est pas difficile de comprendre car elle n'a ni identité ni orientation politique claire. Elle est en train d'abandonner tous les postulats théoriques traditionnels de la gauche et de trahir, une nouvelle fois, la classe ouvrière, de façon très nette.

— Quelle est la situation actuelle de la CNT?

— Mis à part les problèmes que nous avons face à la répression que l'Etat développe à l'encontre des idées libertaires, la situation actuelle de la CNT est favorable, elle est bonne car au cours de ces deux dernières années elle a maintenu une position tout à fait conséquente, avec ses idées anarcho-sindicalistes et anarchistes, qui répondait aux soucis et aux aspirations des travailleurs. La CNT a adopté des positions nettes sur chacun des problèmes politiques comme par exemple le Pacte de la Moncloa ou les élections syndicales.

Face au Pacte de la Moncloa, nous avons été, non seulement en paroles mais de fait, la seule organisation qui s'est opposé à ce pacte. Qu'une organisation ultra-minoritaire s'oppose à ce pacte de gouvernement ne signifie rien car elle n'a pas la force suffisante pour propager cette position, mais qu'une force comme la CNT, avec son poids disons « politique » sur la scène espagnole, s'oppose au Pacte de la Moncloa, cela est important.

L'autre point où la CNT s'est montrée tout à fait cohérente et où elle s'est heurtée à d'énormes difficultés, a été



les élections syndicales. La CNT a encore été la seule organisation syndicale, sur la cinquantaine qui existe, à dire non aux élections syndicales. Ici il est bon de donner quelques explications car il y a des camarades de la CNT qui ont été élus à ces élections ou qui se sont présentés, mais on ignore généralement tout des circonstances dans lesquelles ils l'ont fait. Il y a eu un accord au niveau national qui dit qu'à partir du moment où un camarade se présente aux élections syndicales, il doit obligatoirement remettre sa carte de la CNT. Nous n'acceptons pas qu'un adhérent de la CNT se présente à ces élections. Cela est clair! Par ailleurs, il arrive que des camarades jouissent d'un grand prestige sur leur lieu de travail. Cela s'explique par le fait que ces deux dernières années, la CNT a

mené une dynamique d'auto-organisation et d'explication de ce que sont les idées bases du mouvement ouvrier, et ce travail commence à porter ses fruits dans quantité d'usines. Ces camarades ont pu être présentés par les assemblées générales de travailleurs. De ce point de vue, la CNT a pu accepter cette forme d'élection. Cela doit être bien clair afin d'éviter une certaine confusion.

Ce que nous venons d'exposer, à savoir le cas de camarades présentés aux élections, s'est passé dans les grandes comme dans les petites entreprises. Evidemment, le cas est plus rare dans les grandes entreprises car les appareils des centrales syndicales réformistes sont beaucoup plus présents et empêchent beaucoup plus le développement du phénomène d'assemblées. Il est évident que c'est dans les petites entreprises qu'ont pu se développer plus facilement des méthodes de lutte plus ouverte et qu'il y a une possibilité d'expression et de relation plus suivie. C'est donc dans ces cas que des camarades ont pu être présentés aux élections syndicales.

— Quels sont les éléments qui ont déterminé la position de la CNT face aux élections syndicales et quelle a été sa répercussion dans le monde du travail?

— La classe ouvrière, après les élections au Parlement, s'est retrouvée dans une confusion totale et ne comprenait pas ce qui arrivait. Elle ne comprenait pas l'attitude de certains partis politiques face à certains problèmes pas plus que celle des centrales syndicales. Mais pour répondre à la deuxième partie de la question, à savoir quelle a été la répercussion de l'appel au boycott des élections de la part de la CNT, nous pouvons dire aujourd'hui, avec les éléments dont on dispose, mais cela n'est pas définitif, que le taux d'abstention a dépassé les 30%.

En fait, ces élections syndicales constituent une farce grotesque qui a duré plus de deux mois. On a pu assister à toutes sortes de piteuses. Par exemple, il existe une obscure centrale syndicale liée à une organisation maoïste qui, alors que toutes les statistiques lui attribuent le 6^e rang, a développé une campagne à travers l'Espagne, affirmant qu'elle était actuellement la 3^e centrale du pays. Le ridicule a été gigantesque. Mais ce qu'il faut dire, quels que soient les résultats de ces élections, c'est que les centrales jouent avec les intérêts des travailleurs et l'important est de savoir ce que pensent les travailleurs et non quelle va être la situation des centrales qui ont choisi la voie des élections.

Ici, il faut signaler une chose. Il y a d'un côté les centrales des partis de gauche et de l'autre celles de droite. Au début, nous pensions que les syndicats issus du verticalisme n'allaient avoir aucun impact. Mais il y a des grandes entreprises où ces centrales ont une présence assez significative et qui risquent de s'accroître à cause des erreurs que commettent les centrales de gauche. Par exemple, la centrale qui a obtenu le plus de voix chez Citroën, à Vigo, c'est la CDT (Confédération Démocratique du Travail), issue du verticalisme. Au Corte Ingles (grands magasins) qui emploie plus de 30 000 employés dans toute l'Espagne, le syndicat qui a recueilli le plus de voix est celui que patronne l'entreprise.

À gauche, les Commissions Ouvrières ont incontestablement gagné et cela pour une simple raison. Beaucoup de ses membres sont issus du verticalisme et dominaient souvent l'appareil existant. Et cette centrale l'emporte aujourd'hui car elle avait beaucoup de gens aux postes clés. L'UGT (l'Union Générale des Travailleurs, socialiste) s'est rendu compte, trop tard, qu'elle a commis une grosse erreur tactique, stratégique, en se présentant à ces élections



LA PAROLE À NOS COMPAGNONS

car, aux yeux de l'opinion publique, elle apparaît comme la grande vaincue de ces élections. Le PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) avait triomphé lors des élections au Parlement, l'UGT pensait remporter les élections syndicales. Le parallélisme ne s'est pas fait, et cela parce que l'UGT est une organisation syndicale qui n'a pas une présence dans le monde du travail aussi importante qu'on le laisse entendre. Elle se montre beaucoup moins combative ou présente que la CNT. Elle a tout l'appui nécessaire de la social-démocratie allemande. Cela lui a permis de créer des structures, mais c'est tout. Il y a d'autre part beaucoup de syndicats de l'UGT qui ont été montés par des trotskistes ayant quitté les Commissions Ouvrières, et cela contribue également à la farce qui se joue en ce moment.

— Quels sont les rapports de la CNT avec le reste du mouvement libertaire (Fédération Anarchiste Ibérique, groupes autonomes, etc.)?

— La CNT est partie intégrante du mouvement libertaire. Par ailleurs, la CNT est l'organisation de ce mouvement qui est la plus forte et la mieux organisée, cela pour une simple raison. Tous les anarchistes se sont rendus compte que la seule solution pour eux de se développer consistait en une CNT la plus grande et la plus forte possible. Cela veut dire que les efforts de tous les anarchistes ont été de construire en premier lieu les structures de la CNT. Voilà pourquoi la CNT est aujourd'hui l'organisation la mieux structurée.

Les rapports de la CNT avec les autres branches du mouvement libertaire sont cordiaux et se développent sur beaucoup de points de façon tout à fait fraternelle. La CNT n'intervient pas uniquement dans les grèves, mais a des rapports avec les organisations de quartier, de jeunesse, d'athlétisme. Par exemple lors de la grève de Roca en Catalogne, la CNT n'était pas la seule organisation présente. Il y avait tout le mouvement libertaire y compris « Mujeres libres » (femmes libres) qui a joué un rôle très important dans le développement de cette grève.

Lors de la grève de la construction en Asturies, qui a duré 96 jours, en pleine période d'élections parlementaires, tout le mouvement libertaire était présent avec la CNT.

Ainsi, la CNT reçoit un appui du mouvement libertaire, mais en contrepartie elle offre son appui militant pour aider à la reconstruction du reste du mouvement comme les jeunesses libertaires ou les athlètes qui se développent.

Quant à la FAI, le problème est plus complexe et cela pour une bonne raison. L'Etat et la police savent que c'est dans la FAI que se trouvent les éléments moteurs du mouvement libertaire, et voient dans cette FAI le premier ennemi à abattre. Cela freine évidemment son développement. La FAI, pour se développer, doit lutter sur plusieurs fronts. Elle rencontre bien sûr d'énormes difficultés qui s'expliquent par le fait qu'elle est tenue à la clandestinité. Il faut se souvenir des événements du 30 janvier à la suite desquels on a prétendu que la FAI était un bras armé, un nid de terroristes, toutes ces choses qui se disaient avant et qui ont réapparues, à savoir que la FAI pouvait être l'appareil dirigeant de la CNT, etc.

Il est donc compréhensible, dans cette situation, que les relations soient rendues difficiles car, encore une fois, la FAI est tenue de rester dans l'ombre. Elle ne peut apparaître publiquement, offrir son aide aux syndicats de façon nette car aussitôt elle aurait à subir toutes les attaques de l'Etat.

Quant aux groupes anarchistes autonomes, il faut distinguer les domaines dans lesquels ils apparaissent. La CNT, en tant qu'organisation de type non seulement anarcho-syndicaliste mais qui a aussi une série de ramifications dans divers domaines, se préoccupe évidemment des problèmes de quartier ou autres. Et à partir du moment où des groupes anarchistes s'occupent de ces problèmes, de quartier, des centrales nucléaires ou écologiques, il s'établit rapidement un travail commun.

— On prétend assez souvent à travers la presse bourgeoise que la CNT est la courroie de transmission de la FAI. Que peux-tu nous dire là-dessus?

— Non seulement la presse bourgeoise affirme cela, mais aussi la presse de gauche fait un gros effort pour faire croire que la FAI est l'appareil dirigeant de la CNT. Evidemment elle a intérêt à démontrer que la CNT n'est pas une organisation indépendante. Elle y a un grand intérêt car, bien sûr, face aux travailleurs, la CNT se présente comme une organisation totalement autonome et démontre qu'en tant que telle, elle peut fonctionner sans l'appui d'aucun parti politique, sans l'appui d'aucune organisation étrangère aux intérêts des travailleurs. A partir de là, la gauche a donc intérêt à présenter la CNT comme une centrale syndicale comme les autres.

— Quels sont les rapports entre la CNT et les mouvements spécifiques (écologistes, féministes, COPEL, etc.)?

— J'ai déjà un peu expliqué avant ce type de relations. A partir du moment où les militants de la CNT, en tant qu'être humains, se préoccupent des questions sociales, ce type de relations avec ces organisations spécifiques se trouvent facilitées.

Dans ce groupe particulier que tu signales, celui des prisonniers, la COPEL, la CNT a apporté bien sûr sa solidarité et son appui comme pour tous les problèmes humains ou de type social. La CNT a été présente dans les luttes qui se sont développées dans toutes les prisons d'Espagne. Mais il convient de dire que la COPEL est une organisation de prisonniers, uniquement et exclusivement de prisonniers. Je veux dire par là qu'elle n'est pas une organisation dans le mouvement libertaire. Elle a un champ d'action bien particulier et n'est pas à englober dans le mouvement libertaire. La COPEL n'est manipulée par aucun parti et se développe de façon très autonome et surtout dans des conditions de répression véritablement bestiale. C'est dans cet aspect que la CNT, et pas seulement la CNT mais tous les anarchistes, appuie le développement et la lutte de la COPEL contre la répression bestiale à laquelle les prisonniers sont soumis. La CNT et le mouvement libertaire en général a compris depuis toujours que le problème des prisonniers est un problème de société et comme tel revendique la lutte que ces prisonniers ont entamée.

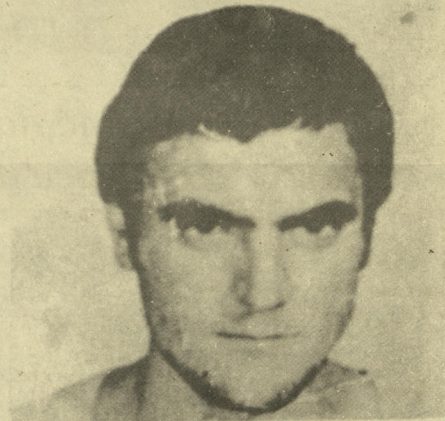
— Il semble justement que la répression s'accroisse en Espagne. Quelle est l'attitude de la CNT face à cette répression?

— Le développement de la répression entreprise par l'Etat s'explique facilement. Nous sommes une organisation incommode, une organisation qui n'a passé aucun pacte, aucune relation reniant les intérêts des travailleurs et c'est la raison pour laquelle nous nous heurtons à l'appareil d'Etat comme aux appareils des partis politiques car nous sommes une organisation tout à fait étrangère aux intérêts de ces appareils.

La répression à laquelle se heurte la CNT est une répression qui va en s'accroissant. Citons l'exemple de la Scala (voir ML précédents) où on s'est servi de la télévision pour prétendre que la CNT était coupable. Evidemment, la CNT a répliqué de façon ferme, claire, en attaquant, en mettant les points sur les « i », affirmant nettement qu'elle n'avait rien à voir dans cet événement. Mais bien sûr, le mal était fait et la presse bourgeoise a saisi l'occasion pour attaquer la CNT qui se heurte donc non seulement à la répression policière et étatique, mais aussi à cette forme de répression utilisée par la presse, tout type de presse. C'est une forme de répression plus fine qui vise à séparer la CNT du peuple. On s'est rendu compte que la CNT n'est pas une chose à part vis à vis des travailleurs et on tente de créer un fossé entre eux et la CNT.

Voilà pourquoi la répression est chaque jour plus travaillée. L'Etat monte une véritable campagne pour freiner le développement de la CNT.

Dernièrement, après la mort d'un camarade anarchiste, Agustin Rueda Sierra, la CNT a appelé à une manifestation à Madrid qui a été très dure, qui s'est heurtée à



Notre camarade Agustin Rueda assassiné dans une prison espagnole

une répression policière très dure. Cette manifestation n'ayant pas été convoquée légalement, le gouvernement provincial a immédiatement saisi l'occasion pour porter le fait en justice. Depuis, le gouvernement n'a toujours pas prononcé de condamnation envers la CNT. Je pense que le gouvernement a peur d'affronter aussi directement la CNT.

— Une solidarité s'est-elle manifestée de la part des partis de la gauche au sujet de cette répression?

— Au niveau des organismes dirigeants, des partis comme des organisations syndicales, il n'y a jamais eu un geste de solidarité envers la CNT. Au niveau de la base, il y a eu des cas de solidarité, ce qui démontre que la base de ces organisations ne suit pas toujours fidèlement ce que décident leurs dirigeants.

— La presse française boycotte totalement la CNT et parle plus facilement des groupes gauchistes espagnols, que représentent-ils exactement?

— C'est logique! Ces groupes existent, c'est une chose qu'on ne peut nier, mais ce ne sont pas des groupes qui peuvent inquiéter le système et c'est pour cela qu'il n'y a aucun risque à ce que la presse, même bourgeoise, en parle. Mais évidemment il n'en va pas de même avec la CNT. La CNT est un ennemi important qui ne cache pas son objectif ultime qui reste l'instauration du communisme-libertaire. Il est évident qu'une organisation de plus de 300 000 adhérents qui affirme cela est une organisation dangereuse pour le pouvoir et il faut la faire taire à tous prix. Et c'est pour cela qu'on ne fait aucune propagande à son sujet, même négative, car on considère que ce serait lui faire une certaine forme de propagande.

Propos recueillis à Carrare le 26/3/78



INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

3^e CONGRÈS

CARRARE 23 - 27 MARS 1978

Terrorisme, lutte armée et violence de masse

(extraits)

L'I.F.A. proclame, pour les anarchistes, la liberté de choix de tout moyen d'action qui ne soit pas en contradiction avec les principes libertaires et les objectifs finalistes poursuivis par le mouvement. Qu'elle soit individuelle, minoritaire ou de masse, violente ou pacifique, revendicative ou révolutionnaire, légale ou clandestine, l'action anarchiste doit refléter en elle-même la hauteur morale des postulats fondamentaux de l'anarchisme.

Le droit, individuel et collectif, à l'insubordination, à la révolte et à l'insurrection est imprescriptible et non codifiable. C'est un fait naturel et spontané.

Le recours à la lutte armée traduit la transformation de l'affrontement de classe en affrontement militaire, par une pratique de guerre entre appareils spécialisés, groupes armés et bandes répressives de l'Etat. L'extension quotidienne de telles pratiques ne démontre pas leur succès, mais au contraire contribue au renforcement des mesures répressives du Capital et de l'Etat qui, après avoir réussi à faire payer les frais de la crise aux travailleurs, font peser sur eux le poids d'une répression accrue. Il est d'autant plus suicidaire de rechercher la mise en œuvre d'une répression quand on ne travaille pas à l'affirmation d'une capacité offensive dans le mouvement ouvrier. Les anarchistes ne croient pas que la propagande par le fait, conçue comme le réveil mythique de la conscience du prolétariat toujours prêt à la riposte, puisse obtenir le moindre succès. Si cette ligne politique s'affirmait, elle ne pourrait qu'approfondir le fossé entre activistes et population.

Anarchici da tutto il mondo al congresso internazionale



Nous disons qu'il est temps de replacer l'activité du révolutionnaire sur le terrain qui lui est propre, au sein des luttes des travailleurs et parallèlement de donner corps à la propagande spécifique anarchiste, en cherchant à faire reconnaître la validité profonde de notre pensée.

La solidarité des anarchistes signifie avant tout défendre tous ceux qui combattent le Capital et l'Etat, en pratiquant correctement la critique et non la calomnie envers ces militants. Solidarité et critique sont les deux aspects de notre éthique, parce que nous sommes conscients que c'est à partir de la liquidation physique de ces militants que l'Etat engage l'attaque contre tous les comportements antiréformistes et antiautoritaires.

Les anarchistes affirment que la Révolution Sociale est le préalable à l'instauration d'une société sans classe ni Etat, ni patriarcat, où toute violence aura disparu. Cependant, nous ne croyons pas que les classes dominantes renoncent à leurs privilèges sans y être absolument contraintes. L'affrontement violent est donc inévitablement inscrit dans la phase insurrectionnelle, violence qui ne peut être que collective, comme l'ont été toutes les révolutions passées.

En tant que mouvement organisé, l'anarchisme se doit d'établir une stratégie de lutte, fondée sur l'intelligence, capable de tirer les leçons de l'histoire, et d'analyser avec lucidité la situation et le devenir de notre société. C'est en cela d'ailleurs que réside l'intérêt fondamental du concept d'action directe, qu'elle soit violente ou pacifique, moyen d'accélérer la prise de conscience collective d'auto-organisation et d'auto-émancipation collectives.

Comme Malatesta, nous sommes en désaccord aussi bien avec ceux qui sont opposés à toute violence qu'avec les camarades prêts à toute violence. Nous n'approuvons ni ne condamnons, en bloc, toute forme de « terrorisme ». Nous sommes amenés à constater que ces actes terroristes sont toujours motivés par un autre terrorisme, celui qui fait peser une classe dirigeante sur le peuple. Mais nous constatons également que les conséquences furent négatives sinon néfastes sur le mouvement ouvrier en général et le mouvement anarchiste en particulier.

Nous pensons que la pratique de la violence révolutionnaire ne peut être comprise et acceptée que s'il existe parallèlement un puissant mouvement ouvrier organisé largement acquis aux idées libertaires.



(suite de la page 1
du supplément)

— les anarchistes et le mouvement ouvrier.

— La position des anarchistes devant les phénomènes coopérativiste et communautaire, la libération de la femme, le mouvement étudiant, etc.

La situation politique italienne actuelle marquée par l'enlèvement alors récent d'Aldo Moro, a amené la presse de ce pays, qui a longuement commenté les travaux du congrès, à s'intéresser à la position de ce congrès face à la question du terrorisme. Ce point a fait le gros des manchettes relatives à nos travaux. Malgré les précisions apportées par nos camarades italiens de la commission presse de la F.A.I. (Fédération Anarchiste Italienne), rappelant que le centre des travaux s'était davantage porté sur la question du mouvement ouvrier, il semble que les journalistes italiens, comme leurs collègues étrangers, quand ils sortent du silence qui est de règle, aient beaucoup de difficultés à

s'écarter du sensationnel. Mais soyons justes, dans son ensemble la presse a rendu compte de façon honnête des travaux de notre congrès.

Le 27 mars, jour de clôture des travaux du 3^e congrès de l'I.F.A., nos camarades italiens de la F.A.I., au cours d'une conférence de presse réunissant l'ensemble des délégations et observateurs ainsi que des habitants de la ville conviés à se joindre à nous par affiches, allaient faire connaître le résultat d'un travail de 4 jours, lisant notamment 3 des principales motions dont nous vous donnons ici des extraits.

Le 3^e congrès de l'I.F.A. devait clore définitivement ses activités sur un discours de son secrétaire général, notre camarade Umberto Marzocchi qui invitait les participants à se retrouver, plus nombreux encore, pour le 4^e congrès dans trois ans.

La délégation française au congrès de l'I.F.A.

UN SILENCE PESANT

Alors que toute la presse italienne (y compris celle du Parti Communiste Italien) a rendu compte, jour après jour pour une partie d'entre elle, de la tenue du 3^e congrès de l'I.F.A., un lourd silence a pesé sur ses travaux pour ce qui concerne notre vaillante presse française.

Un communiqué de presse faisant état des résultats de nos travaux, l'invitation à une conférence de presse donnée par notre secrétariat aux Relations Internationales, rien n'y a fait.

De L'Aurore à Libération, en passant par tous ces organes de presse si respectueux de la pluralité des opinions, le mutisme reste de règle dès que, nationalement ou internationalement, des anarchistes se réunissent et travaillent, offrant une image qui dérange les églises où se confessent les grattes-papier de l'information.

L'anarchie, les anarchistes, n'apportent du piment à leur soupe que lorsqu'il s'agit de les dénigrer, de ne mentionner leur existence qu'à travers les pitreries d'individus « autonomes » ou le pourrissement d'une jeunesse bourgeoise punkisante.